

Quinze attentats en Corse en une nuit

LIBRE PAGE 20

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,00 F; Tunisie, 1,20 F; Allemagne, 1 DM; Autriche, 1 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, 5 065; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 30 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 40 rls; Israël, 300 l.; Liban, 175 p.; Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 275 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 15 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 85 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS

75007 PARIS - CEDEX 19

C.O.P. 4297-03 Paris

Tél. Paris 20 60072

Tél. : 246-72-23

Le Tchad accuse la Libye d'agression

Tripoli dément être engagé dans des combats au Tibesti

Un conflit du « Sahara oriental »

Évoquée à la dernière conférence des chefs d'État membres de l'Organisation de l'Unité africaine, qui vient de se tenir à Libreville, la querelle entre Tripoli et Ndjamena risque de devenir un conflit armé s'il est vrai que des militaires libyens combattent aux côtés des rebelles du Frontal.

Certes, Tripoli a démenti ces informations qui proviennent de sources égyptiennes. La tension est très vive entre Le Caire et Tripoli, le président égyptien, qui n'a cessé de renforcer ses liens avec ses voisins soudanais au cours des derniers mois, accusant constamment la Libye de tenter de créer des foyers de subversion au Proche-Orient et en Afrique. M. Hosni Moubarak, vice-président égyptien, s'est d'ailleurs rendu cette semaine à Khartoum et à Ndjamena, où, encouragés par le succès de leur dernière intervention au Zaïre, les Égyptiens auraient fait quelques promesses d'aide militaire au général Malloum. Cependant, des conseils de prudence, venus de Paris, ont été entendus. On a une longue expérience du génie libyen, auraient-ils dit, au moins momentanément, découragé les Égyptiens de toute intervention directe.

Quelle que soit l'attitude de Tripoli, jamais le pouvoir central libyen n'a donné de tels signes de faiblesse. Le démentement de l'affaire Clusone, en janvier dernier, avait suffisamment porté atteinte au crédit des dirigeants de Ndjamena, restés à l'écart d'une négociation épineuse. En dépit de ses efforts relativement importants — dix mille hommes — l'armée libyenne n'a pu mener à bien une seule opération sans issue dans les immenses déserts du Tibesti, dont elle ne parvient pas à reprendre totalement le contrôle aux rebelles. Ce échec ne s'explique pas par la seule combativité des guerilleros du Frontal. Il faut également tenir compte de l'impopularité du général Malloum, qui a échappé le 13 avril 1976 à un attentat à la grenade et des querelles intestines qui se développent au sein de l'armée libyenne. La machine militaire, 4 avril dernier, à la suite de laquelle neuf militaires furent exécutés, témoigne de la gravité du malaise de l'armée.

Au drame de la rébellion s'ajoute la menace créée par l'irréductible libyen. Depuis quatre années déjà, la Libye occupe un territoire de 114 000 kilomètres carrés, situé à la frontière libyenne, et dont le centre principal est Aouzou. Le sort de ce territoire, qui appartient à au nord du Tchad, selon les dirigeants de Tripoli, n'a pas encore été réglé, en dépit des appels lancés par le Tchad à l'O.U.A. En effet, les dirigeants de l'Organisation pan-africaine commencent à caractériser de manière inacceptable l'ordre frontalier qui oppose certains États membres les uns aux autres. C'est pourquoi, évitant de se prononcer de façon précise, ils se contentent de se rémancher derrière le principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation, formellement stipulé dans la charte de l'O.U.A. Cette attitude est d'autant moins justifiée qu'au Sahara occidental l'héritage colonial espagnol a été, au mépris de la charte de l'O.U.A., arbitrairement partagé entre la Mauritanie et le Maroc.

L'intérêt que le colonel Kadhafi porte aux questions africaines n'exclut pas un règlement négocié du différend frontalier avec Ndjamena. En effet, un contentieux analogue oppose la Libye au Niger et à l'Algérie. On voit mal le chef de l'État libyen, qui souhaite se poser en médiateur dans une affaire aussi épineuse que la guerre d'Érythrée, s'engager dans une lutte armée avec le Tchad, puis avec deux autres de ses voisins, afin de « récupérer » des territoires, même s'ils recèlent des richesses minières.

Le différend frontalier entre Tripoli, qui occupe une bande de territoire au nord du Tchad, et Ndjamena aurait pris un tour d'affrontement armé selon diverses informations diffusées notamment au Caire par le journal Al-Ahram et à Tunis dans des « milieux diplomatiques » cités par l'A.F.P. Toutefois, un porte-parole officiel libyen a démenti, ce vendredi matin 15 juillet, que les troupes du colonel Kadhafi soient engagées dans des opérations militaires dans le pays voisin.

Selon Al-Ahram, citant un porte-parole du Front de libération nationale du Tchad (Frontal), les rebelles toubous du Tibesti, appuyés par un « contingent libyen de quatre mille hommes », se seraient emparés de la localité de Bardai, qu'ils assiègent depuis le 23 juin. Le quotidien caennais croit savoir que la Libye se prépare à mettre en place un « État toubou » et à lui accorder un soutien important. Selon le porte-parole de Tripoli, il s'agit « d'une pure invention et d'une insulte à la vérité d'organes d'information égyptiens qui n'en sont pas à leurs premières armes dans le mensonge ».

A Ndjamena, des milliers de manifestants ont proclamé jeudi leur soutien au régime. S'adressant à la foule, le général Malloum, chef de l'État, a déclaré, selon l'A.F.P., que « les visées expansionnistes de la Libye ne s'arrêtent pas à Aouzou » (principale oasis de la zone occupée) et que « les violentes agressions perpétrées contre Bardai, Ouassagou et Zouar prouvent les ambitions de Tripoli ».

(Voir page 3.)

Crise aux Pays-Bas

M. Joop den Uyl renonce à former le gouvernement

M. Joop den Uyl, premier ministre démissionnaire, a renoncé à former le nouveau gouvernement néerlandais. La reine l'a déchargé de sa mission. Il était en désaccord avec les démocrates-chrétiens, les partenaires principaux de la coalition qu'il voulait reconstruire, sur les modalités de la participation des salariés aux bénéfices des entreprises.

À l'issue des élections du 25 mai, le parti socialiste que M. Joop den Uyl dirige avait obtenu 53 sièges sur 150. La reine n'avait pas d'autre choix que de le désigner comme « formateur ». M. Joop den Uyl souhaitait prolonger la coalition avec les chrétiens-démocrates, qui avaient 49 sièges. Les libéraux de l'opposition avaient également approuvé son choix par la souveraine. M. den Uyl se vit confier, le 1^{er} juin, la mission de former le nouveau cabinet.

Une péripétie prévisible

Deux éléments semblaient l'avoir amené à renoncer, malgré plusieurs semaines de tractations. D'une part, le désaccord chez les démocrates-chrétiens : ils se désolidarisèrent du choix du chef du groupe parlementaire ; la désignation de ce leader entraînant des mutations à différents postes de responsabilité. D'autre part, le refus des catholiques de lier l'introduction de la participation des travailleurs aux bénéfices des entreprises, aux mesures de blocage des salaires pendant deux ans pour lutter contre l'inflation.

Aucun compromis n'a été trouvé à cet égard. M. den Uyl a donc renoncé à sa mission. On s'attendait à ce que la reine nomme à sa place une personnalité chargée d'explorer les chances d'un nouveau « formateur ». Selon toute vraisemblance, il ne s'agit que d'une péripétie, prévisible dès le lendemain des élections.

Malgré leur spectaculaire avance (un gain de dix sièges), les socialistes restaient cependant minoritaires et devaient, en tout état de cause, compter avec des partenaires éventuels, prêts à vendre cherement leur appui.

Or les démocrates-chrétiens renouelaient devant les mesures économiques et sociales annoncées par M. den Uyl, qui, outre, la participation aux bénéfices, envisageait aussi une réforme foncière, un contrôle des investissements, une extension des pouvoirs des conseils ouvriers. En outre, la légalisation de l'avortement demeurait un sujet de discordance entre M. den Uyl et M. Van Agt, leader des démocrates-chrétiens.

La cohésion de la formation démocrate-chrétienne résultant de l'union de partis d'orientation politique diverse, est trop récente pour qu'il ne soit pas nécessaire de la renforcer par une attitude d'opposition. Sans doute, le souci de faire monter les enchères n'est-il pas étranger à la rupture avec M. den Uyl.

Dans notre prochain numéro un supplément de treize pages

L'IRAK DE LA RÉVOLUTION AU DÉVELOPPEMENT

Déconverte de la Corée du Nord

Des représentants des États-Unis et de la Corée du Nord à la commission militaire d'armistice se rencontreront samedi 16 juillet à Panmunjom, siège de cette commission dans la zone démilitarisée entre les deux Corées, pour discuter de l'ajout de l'hélicoptère de l'armée américaine abattu jeudi au nord du 38^e parallèle.

Les circonstances exactes de l'incident demeurent mal établies, mais la tendance semble être à l'optimisme. Un porte-parole de l'armée américaine a démenti, vendredi à Seoul, les informations selon lesquelles les forces américaines en Corée du Sud avaient été placées en état d'alerte. Le gouvernement sud-coréen n'a fait aucun commentaire. L'ambassade de Corée du Sud

en France, on considère que l'ajout concerne seulement la Corée du Nord et les États-Unis, et que ceux-ci ont reconnu implicitement que leurs troupes avaient une part de responsabilité dans les événements.

Dans un commentaire d'un ton modéré, diffusé vendredi, l'agence nord-coréenne de presse estime que « cet incident malheureux est entièrement dû aux erreurs du personnel américain » et que « les États-Unis devraient prendre des mesures appropriées pour que la chose ne se reproduise plus ».

André Fontaine, qui revient de Corée du Nord, commence ci-dessous une série de cinq articles sous la forme d'un carnet de voyage.

I. — Le pays du perpétuel sourire

De notre envoyé spécial ANDRÉ FONTAINE

Vendredi. — La sérénité du paysage sied à ce qui se veut celui du « haut calme ». Les piles d'un pont, dont le tablier a disparu, à quelques dizaines de mètres de celui qu'emprunte la voie ferrée pour franchir le fleuve large de près d'un kilomètre, sont seules à rappeler que le Yalou marquait la limite de ce « sanctuaire chinois dont Mac Arthur voulait, il y a un quart de siècle, liquider l'impunité à coups de bombes atomiques ; ce qui lui valut d'être destitué par Truman. Le Yalou, que les Coréens appellent Annok, sépare toujours deux Républiques également populaires et socialistes. On ne le traverse pas pour autant comme la Manche ou le Rhin. Le « train international » qui relie deux fois par semaine Pékín à Pyongyang, et auquel on rajoute, à Chang-Chen — l'ancienne Moukden — trois wagons venus de Moscou, stationne une heure et demie du côté chinois de la frontière et autant de l'autre côté avant de reprendre son élan.

Une motrice électrique à remplacement de locomotive Diesel chinoise. Ce n'est pas le seul changement que l'on puisse constater : les villages au long des sages rivières et des collines verdoyantes sont beaucoup plus soignées : ils enserment dans une même clôture de jolies maisons basses presque toutes semblables, avec leurs toits de tuiles aux

arêtes recourbées. Les agglomérations présentent d'impressionnantes alignements de bâtiments neufs dans le style H.L.M. La vareuse au col boutonné des Chinois cède le plus souvent la place à la cravate, et l'on ne voit pratiquement plus de femmes en pantalon. Beaucoup portent la robe nationale composée d'une longue jupe de couleur vive attachée sur la poitrine par un gros nœud à longs rubans et complétée par un court corsage ; d'autres de petites robes de coton à fleurs ou des jupes bien sages. Les vélos, que l'on compte par millions en Chine, sont pour ainsi dire presque absents. Il n'y a pas non plus de ces adorables charrettes à enfants qu'on voit en Chine : tous les bébés sont portés sur le dos par leur maman.

Les portraits, bien entendu, ne sont pas les mêmes. À la gigantesque statue de Mao, qui domine la ville-frontière chinoise d'Antung, répond, à Stuydjou, du côté coréen, une statue de dimensions égales de Kim Il Sung, « Grand Leader », secrétaire général du comité central du parti du travail de Corée et président de la République populaire et démocratique de Corée », pour reprendre le vocabulaire officiel. À chaque pas, désormais, nous verrons son effi-

gie, et nous n'en verrons pas d'autre. Alors qu'en Chine les portraits de Hua-Kuo-feng accompagnent de plus en plus souvent ceux de Mao, et qu'il leur arrive fréquemment de faire face au portrait de Marx-Engels-Lénine-Staline, nous n'avons rencontré, en dix jours de Corée, qu'un seul portrait de Marx et un de Lénine, alors que Kim Il Sung est véritablement omniprésent.

Partout, aussi, s'élevaient les slogans dont certains inscrits en grosses lettres découpées, sur le flanc des collines. Souvent, ils figuraient sur des panneaux verticaux plongeant dans une énorme corbeille de fleurs artificielles.

Un tableau idéal

Des fleurs, il y en a beaucoup, et notamment sur le quai de la gare de Pyongyang, dans les bras des dizaines de pionniers en foulard rouge et de jeunes beautés en costume national venus attendre les délégations dont le train est toujours chargé. Pas un sourire ne manque à ce tableau idyllique. Les Bolcheviks de jadis, à commencer par Staline, « l'homme d'acier », se complaisaient dans l'exaltation du héros dur, dont les traits virils se retrouvaient sur des milliers d'affiches et de monuments.

(Lire la suite page 3.)

Redressement du dollar

La baisse concertée des taux d'intérêt en R.F.A. et en Suisse a donné un coup d'arrêt au fléchissement de la devise américaine

Le dollar s'est redressé vendredi sur tous les marchés des changes à la suite de la réduction des taux d'intérêt décidée par les banques centrales d'Allemagne fédérale et de Suisse, le jeudi 14 juillet.

Le cours de la monnaie américaine est remonté à 2,29 DM à Francfort, après avoir touché jeudi son plus bas niveau historique (2,2750 DM) et s'inscrivait à 4,8650 F environ sur la place de Paris, contre 4,8550 F mercredi 13 juillet. L'action concertée des deux banques centrales européennes a donné un coup de frein à la baisse du dollar, mais les milieux financiers restent sceptiques sur l'efficacité de ces mesures à moyen terme.

Jeudi 14 juillet, dans l'après-midi, le conseil central de la Bundesbank a décidé d'abaisser d'un demi-point le taux des avances sur titres consécutives aux banques (Lombard), ramené à 4 % contre 4,5 % depuis l'automne 1975. En même temps, la Banque nationale suisse réduisait de 1/2 % son taux d'escompte, désormais fixé à 1 1/2 %, contre 2 % depuis le 8 juin 1976. Cette réduction, précisait un communiqué émanant des autorités monétaires helvétiques, « décidée en corrélation avec des mesures analogues prises à l'étranger, est motivée avant tout par des considérations de cours de change, étant donné la faiblesse généralisée du dollar et l'appréciation du franc suisse ». De son côté, M. Oskar Egglinger, président de la Bundesbank, expliquait que ces mesures « devraient ramener le calme sur le marché des monnaies en freinant la hausse du deutschemark ».

Effectivement, sitôt connues les décisions des deux banques centrales, le dollar se raffermi, sa cote sensible à la veille du week-end : à Francfort, comme on l'a indiqué plus haut, il s'élevait à un peu au-dessus de 2,29 DM contre 2,2750 DM mercredi, remontait à Zurich à 2,43 FS après 2,40 FS le même jour et, à Tokyo, retrouvait le cours de 365 yens contre 364 yens. A Paris, sa hausse était moins importante (1 centime seulement) à 4,8650 F, ce qui traduit un léger redressement du franc par rapport au deutschemark, revenu à 2,1230 F contre 2,1240 F mercredi record historique.

Les milieux financiers internationaux, tout en reconnaissant qu'un coup de frein a été donné à la baisse du dollar, se montrent sceptiques sur les chances d'un redressement durable de cette devise. Ils rappellent que la valorisation des monnaies fortes (deutschemark, franc suisse, yen, florin) est réclamée avec insistance par les responsables américains depuis le début de l'année. Un tel phénomène, qui devrait « rééquilibrer les échanges mondiaux » (et surtout réduire le déficit croissant de la balance commerciale de l'État-Unis), se traduit obligatoirement par une baisse du dollar. Or, suivant les déclarations d'un « haut personnel officiel » de l'autorité côté de l'Atlantique, le yen, le deutschemark et le franc suisse ne se sont revalorisés que de 3 % par rapport au dollar depuis quinze jours, le dollar ne cédant

FRANÇOIS RENARD.

AU JOUR LE JOUR

TRAVAIL MANUEL

Selon les commentateurs, le nombre de poignées de main que M. Valéry Giscard d'Estaing a données le 14 juillet varie de dix mille à quinze mille. La quantité d'électeurs ainsi gagnée à son allégeance n'est pas négligeable, mais elle est minime.

Du point de vue énergétique, cependant, la performance n'est pas sans intérêt : l'énergie fournie pendant cette journée par le président peut être évaluée à quelque 1 200 joules : la voilà bien la revalorisation du travail manuel !

Regarder la France au fond des yeux, c'est bien. La saisir à pleines mains, c'est mieux. ROBERT ESCARPIIT.

< NADIA > A AVIGNON

Les victimes oubliées

« Nadia », première pièce de Bernard Cusi, professeur à Paris-VII, auteur de « La Politique et la Folie » et de « l'Affaire Mirval », a ouvert jeudi 14 juillet, à Avignon, le septième cycle de Théâtre Ovale en collaboration avec France-Culture, dans la forme d'un « mime en espace » : sans décors ni costumes, un moment du travail d'un metteur en scène avec des comédiens, sur un texte inédit.

Nadia est le prénom d'une fille à qui Josefina Slanska a donné le jour dans un hôpital de Moscou, le 18 juillet 1943, quelques jours après que les soldats soviétiques eurent libéré Kourak.

Josefa Slanska est tchèque : elle vit aujourd'hui dans son pays ; elle a soixante-quatre ans ; elle s'est inscrite au parti communiste tchécoslovaque dès que le parti fut constitué — elle avait vingt ans. Elle n'a pas été exclue du parti, elle ne l'a pas quitté non plus.

Dans les manifestations d'étudiants, à Prague, en 1969, Josefina, qui avait seize ans, rencontra Rudolf Slanski, un leader des jeunes progressistes. Elle alla désormais partager sa vie, qui fut très vite difficile, car, après la formation du parti communiste, Slanski fut poursuivi par la police.

MICHEL CURNOT.
(Lire la suite page 13.)

AMÉRIQUES

GUATEMALA

L'armée s'éloigne de l'oligarchie foncière

L'attention a été récemment attirée sur le Guatemala, dont les dirigeants laissent planer une menace d'invasion militaire sur Belize (l'ancien Honduras britannique). Le territoire, malgré un statut d'autonomie interne accordé

en 1964, dépend en effet toujours, juridiquement, du Royaume-Uni et le Guatemala le revendique.

La tension a beaucoup diminué dans la

région et M. Ted Rowlands, ministre d'Etat au Foreign Office se rendra du 19 au 21 juillet au Guatemala pour poursuivre les négociations anglo-guatemaltesques sur l'avenir de Belize commencées les 6 et 7 juillet à Washington.

Notre envoyé spécial décrit la situation actuelle au Guatemala, où une partie de l'armée aspire à ne plus être seulement le garant du pouvoir de l'oligarchie foncière.

De notre envoyé spécial

Ciudad-Guatemala. — Il dénonce l'Organisation des Nations unies, « dominée par les communistes », dont presque tous les membres sont favorables à l'indépendance de Belize. L'ex-Honduras britannique — considéré au Guatemala comme partie intégrante du territoire national. Il refuse aux Belizes, « des descendants d'esclaves importés d'Afrique », le droit à l'autodétermination. Il s'insurge contre les Etats-Unis, coupables, à son gré, de trahir avec le régime de M. Fidel Castro, l'homme fort de Panama, « un alcoolique invétéré, porté de surcroît sur la drogue », qu'il accuse de s'immiscer dans les affaires guatémaltèques. Il vitupère l'Eglise, « infiltrée par des éléments maoïstes ». Pour M. Mario Sandoval, vice-président de la République du Guatemala, la politique semble n'être qu'un jeu de massacre. Au figuré et — beaucoup de ses compatriotes en sont à peu près convaincus — au sens propre.

« El Mico » (le singe), comme ils l'ont surnommé, n'est pas seulement le principal dirigeant du Mouvement de libération nationale (M.L.N.), le parti des propriétaires terriens, grands et petits, qui, en 1974, a porté à la présidence le général Kjell Laugerud, et, auparavant, en 1970, le colonel Carlos Arana Osorio. Il est aussi, et surtout, le chef d'une petite armée qui fait, depuis plus de vingt ans, le loi dans le pays, avec l'accord des chefs militaires, et parfois contre leur avis.

Formé en 1954 pour renverser le gouvernement progressiste du colonel Jacobo Arbenz et mettre un terme à la réforme agraire, le M.L.N. survit, à partir de 1966, de force d'appoint à l'armée engagée contre les guérilleros dans les montagnes d'Izabal et de Zacapa, à l'ouest du pays. Des milliers de paysans furent massacrés. Mais la déroute des insurgés ne marqua pas la fin du combat. Le Mouvement étendit les opérations au pays tout entier, et à tous ses adversaires politiques. Dix, quinze, vingt mille morts ? Il est difficile d'évaluer le nombre des victimes de ses bandes opérant sous divers sigles : Mano (la main), Nos, Codex, Ojo por Ojo (œil pour œil)...

Tous les moyens sont bons contre les guérilleros

Dans sa villa, coquette et fortifiée, de Ciudad-Guatemala, gardée comme aucun militaire ne l'est, M. Sandoval assume des responsabilités avec une franchise qui est à la mesure de son immunité : « Tous les moyens sont bons pour combattre les guérilleros », dit-il en caressant les boucles blanches d'un caniche noir. « J'oserai même dire, ajoute-t-il dans un chuchotement, qu'il faut se montrer plus cruels qu'eux ».

Enlèvements, tortures, mutilations, assassinats, exécutions massives : toutes les méthodes mises au point au Guatemala, avec la coopération de l'armée américaine, ont été, par la suite, reprises et perfectionnées dans d'autres pays du continent. « En Amérique du Sud, les militaires ont compris, dit encore M. Sandoval : un général uruguayen, M. Queiroz, a d'ailleurs bien voulu reconnaître devant moi que les forces armées de son pays s'étaient largement inspirées de l'exemple guatémaltèque ».

L'armée, de son côté, entretient des rapports pour le moins ambigus avec le M.L.N., qui l'a souvent entraînée plus loin que les chefs militaires ne l'auraient souhaité. Le colonel Arana Osorio, responsable de la lutte contre la guérilla, dont les méthodes ne furent guère moins expéditives et cruelles que celles du Mouvement, a lui-même tenté d'en freiner les excès. Le général Laugerud, pour sa part, a amorcé un rapprochement avec le parti démocrate chrétien — la première formation politique du pays. Le Front révolutionnaire unifié (FUR), sociaux-démocrates — fortement implantés dans la capitale, et d'autres groupements, afin de réduire l'influence du M.L.N. sur le gouvernement. Mais il est loin d'être parvenu. En tout cas, il n'a pas osé décamer le Mouvement. Et, à l'approche de l'élection présidentielle prévue en 1978, les dirigeants de l'opposition redoutent « une nouvelle vague de violence ».

Une façon de parler illustre l'état

Les syndicats péruviens, y compris la Confédération générale des travailleurs communistes, ont appelé, jeudi 14 juillet, à une grève générale de vingt-quatre heures, mardi 19 juillet, pour protester contre les hausses de prix décidées par le gouvernement. Les syndicats réclament également la libération de plusieurs de leurs dirigeants, arrêtés ces dernières semaines en vertu de l'état d'urgence proclamé en 1976 par le gouvernement.

des esprits accoutumés désormais à ce qui est, de fait, une guerre civile permanente. « Il y a eu un assassinat toutes les dix heures », dit un journaliste qui, « par curiosité », a voulu dresser, sur la base des seuls communiqués de police consignés dans la presse, le bilan de la violence en 1976. Une année pourtant réputée « calme » : huit cent vingt-six morts, hommes, femmes, vieillards, enfants. Et, de l'avis général, on est encore loin du compte. Sans doute faut-il faire la part des crimes de droit commun. Mais comment faire la distinction, dans un pays livré au gangstérisme, où tous les conflits politiques, sociaux, économiques, voire personnels, se résolvent par les armes ? On cite comme un « accident » l'affaire de M. Jorge Kong ce puissant homme d'affaires, qui a été inculpé d'homicide et arrêté pour une vieille : il avait déchargé son revolver sur trois jeunes gens de bonne famille.

La presse, qui jouit pourtant d'une certaine liberté, n'enquête pas davantage que la police. La justice n'intervient qu'exceptionnellement. Il n'y a pas, dit-on, de prisonniers politiques au Guatemala.

Près de la moitié des victimes de la violence — les statistiques l'attestent — sont des paysans. Un quart d'entre elles sont des ouvriers et des « marginaux » des bidonvilles. Mais personne ne se considère à l'abri des mauvais coups, et rare sont ceux sortant sans un revolver. « On peut ainsi éviter d'être arrêté à courte distance », explique, non sans un brin d'humour, un jeune professeur d'université. La nombre de

ses gardes du corps donne la mesure de l'influence politique ou de la fortune d'un personnage. « Je ne dors pas chez moi », Secrétaire général de la Confédération nationale des travailleurs (C.N.T.), M. Miguel Angel Altuzar sait que sa vie est menacée. Succès, mariage, maison, vendeur de journaux, de billets de loterie, puis employé de pharmacie, il a ensuite travaillé dans une fabrique de cosmétiques, où il a organisé le premier syndicat. Cela suffirait sans doute à le condamner au chômage, s'il n'était, de surcroît, consacré au syndicalisme. Des agents et des policiers au Guatemala, explique-t-il, ont une tâche nécessairement clandestine : il faut d'abord convaincre des travailleurs apeurés et réticents de s'unir pour formuler leurs revendications ; attendre ensuite que le ministre du travail leur concède la personnalité juridique. Cela prend parfois de longs mois. Pendant ce temps, les patrons manœuvrent pour l'organisation d'une « Fout. Presque toujours, ils ont en dernier recours appelé à la police ou à leurs propres groupes de choc ».

L'aspiration à la démocratie

Dans les campagnes, où vivent les deux tiers de la population, les conditions sont encore plus dures. Des paysans du département de Quetzaltenango attendent depuis bientôt sept ans que le gouvernement veuille bien reconnaître la figure

qu'ils ont formée. Les coopératives, qui se développent pourtant, sous l'impulsion des autorités, sont en butte aux attaques des propriétaires. Ceux-ci n'hésitent pas, non plus, à user de la force. Les de tant de violence, le peuple aspire à la paix dans le respect des lois. C'est l'opinion, en tout cas, de M. René de León Schlotter, chef du parti démocrate-chrétien, la seule formation politique qui jouisse d'une certaine audience parmi les indigènes, majoritaires dans le pays. « La démocratie, dit-il, n'est pas un concept dénué de contenu : c'est une aspiration populaire. Pour établir l'état de droit — il faut, explique-t-il, désemer les extrémismes ; mais, afin de contenir les débordements du M.L.N. et de l'oligarchie terrienne, il est nécessaire de conquérir une part au moins du pouvoir, avec l'appui d'une fraction respectable de l'armée ».

Voilà un programme modeste, qui implique pourtant de lourdes concessions. Car il se suffit pas au Guatemala, de gagner les élections pour accéder au gouvernement. On a pu le constater en 1974 : arrivé en tête, le général Efraín Ríos Montt, candidat des démocrates-chrétiens et des sociaux-démocrates du FUR, a été battu au cours... des opérations de dépouillement des voix. Les chefs militaires, véritables arbitres des élections, n'étaient pas tous disposés à triquer les résultats. Mais le M.L.N. a trouvé les moyens, financiers surtout, pour calmer les remords des

plus légalistes et faciliter l'accès à la présidence du général Laugerud. A l'approche des élections de 1978, les démocrates-chrétiens ont déjà choisi leur candidat : un militaire, bien sûr, qui semble compter sur de solides appuis parmi les grands électeurs de l'armée. Le général Ricardo Peraza Mendez fera-t-il mieux que son prédécesseur ? Il en est convaincu. « Si la D.C. n'a pu accéder au gouvernement en 1974, c'est, nous a-t-il expliqué, parce qu'elle avait proposé des changements trop brusques et, de ce fait, inspirés de trop vives craintes aux maîtres. Le général a déjà révélé un programme que le parti démocrate-chrétien se prépare encore à mettre à jour. A l'entendre, aucune réforme agraire ou fiscale, n'est plus nécessaire au Guatemala, où les disparités sociales restent pourtant énormes. « La terre ne manque pas ici : il s'agit avant tout d'améliorer les rendements et d'accélérer la colonisation des départements d'Alta-Verapaz et du Peten, la partie septentrionale du pays. Pourquoi, dans ces conditions, l'oligarchie foncière s'oppose-t-elle encore aux démocrates-chrétiens ?

Le M.L.N. n'attend pas céder la place sans lutter, par tous les moyens. Certes, ses relations avec les militaires se sont détériorées : « L'armée déteste M. Sandoval et ses partisans », nous a dit un ambassadeur en poste à Ciudad-Guatemala. Le fait est qu'aucun officier supérieur d'active n'a accepté d'être le candidat du Mouvement. M. Sandoval a dû se rabattre sur le colonel Peraza Mendez, ancien président de la Républi-

que, plus proche des caudillos de jadis que des technocrates d'aujourd'hui.

Plus que n'importe quelle autre institution, l'armée guatémaltèque a profondément changé, affirme le général Peraza. Ancien élève de l'école de guerre du Pérou, fondateur en 1970, et premier directeur, du Centre d'études militaires (CEM), les officiers reçoivent aujourd'hui sur place une formation humaniste complète, qui dépasse largement leurs activités professionnelles. « Tandis que les forces armées forment ce que le général décrit comme « une doctrine militaire nationale », l'influence des Etats-Unis, où près de trois mille officiers ont, depuis 1950, été instruits, tend à décroître. Au point que le général Laugerud a pu, en mars dernier, rejeter l'aide militaire américaine — que le gouvernement de M. Carter subordonne au respect des droits de l'homme. Cette évolution ne débouche pas nécessairement sur un « dégellement politique », souhaite par certains civils. Certes l'hostilité « viscérale » au communisme n'est plus la marque distinctive des nouvelles générations d'officiers. Ceux-ci sont plus ouverts aux idées de réformes sociales. C'est, en tout cas, ce qui ressort d'une enquête récente. Mais, à en juger par ce sondage, ils n'ont que mépris pour les partis politiques et leurs dirigeants et manifestent une grande confiance dans leurs propres capacités à diriger le pays. M. de León Schlotter a perçu le danger : « Raison de plus, dit-il, pour nous dépêcher ».

PHILIPPE LABREVEUX.

Etats-Unis

APRÈS LA PANNE DE COURANT DE NEW-YORK

M. Carter demande l'ouverture d'une enquête

Trois mille pillards arrêtés

Le courant a été progressivement rétabli au cours de la journée du jeudi 14 juillet à New-York. La panne d'électricité, la plus importante depuis 1965, avait commencé mercredi à 21 h 30, et a duré, dans certaines parties de la ville, vingt-cinq heures. M. Abraham Beame, maire de New-York, avait demandé à ses administrés de ne pas se rendre à leur travail jeudi matin et la métropole présentait l'aspect d'une ville

quasiment déserte. M. Jimmy Carter a demandé à la Commission fédérale de l'électricité d'ouvrir une enquête.

Des quartiers tels que Greenwich Village ont présenté un air de fête pendant la panne, mais des scènes de violence et de pillage ont eu lieu dans les zones les plus pauvres telles que le Bronx, où de nombreuses vitrines ont été brisées. Trois mille personnes ont été arrêtées.

De notre envoyée spéciale

New-York. — La panne d'électricité, qui avait commencé à New-York mercredi 13 juillet, à 21 h 30, ne s'est totalement terminée que vingt-cinq heures plus tard. Le courant a été cependant rétabli pour la plupart des zones de la ville, le 14 juillet. Dès 7 h 30, jeudi, le courant est revenu dans certaines sections de la ville. Dans ces quartiers privilégiés, tout fonctionnait : la lumière, les climatiseurs, les ascenseurs. Ces derniers constituent un problème majeur : comment sortir les gens coincés dans les escaliers ? Comment gagner les bureaux perchés au trentième ou au quarantième étage ? Nous avons dû grimper dix-sept étages (selon les normes françaises, puis-je aux Etats-Unis le red-chaussée s'appelle le premier) et pour constater qu'il n'y avait pas une seule lampe allumée. Le téléphone était hors de service. Sans parler de la chaleur qui, depuis la veille au soir, n'était plus dissipée par les climatiseurs.

Toute la journée, le centre de New-York a ressemblé à une ville

en vacances. Les grands magasins et les bureaux étaient fermés. Peu de petites boutiques étaient ouvertes : des files d'attente s'élevaient devant celles qui vendaient des piles pour les transistors et les lampes de poche. Jusque vers midi, les autobus étaient presque vides, les passants assez rares, la circulation peu importante et les conducteurs très prudents en raison de l'arrêt des feux aux carrefours. Des agents et des auxiliaires dirigeaient le trafic à de nombreux carrefours.

La gare de Grand Central était vide ou presque, quelques dizaines de personnes assises sur des bancs ou par terre attendant tranquillement dans une pénombre de sépulture. Pas un seul train. Du côté de Times Square, la lumière était revenue très tôt dans la journée, si bien que les cinémas étaient ouverts.

La nuit de la panne, beaucoup de rues de New-York étaient

devenues des zones de danger. Les gens avaient un air de fête. Les gens étaient dehors, écoutant les transistors, parlant, attendant la suite des événements avec le plus grand calme.

Dans certains quartiers de la ville, notamment les plus pauvres, tel que le Bronx, la situation a été beaucoup plus difficile : pillage, vandalisme, incendies, vols. Des agents et des policiers de Harlem, de Queens et de Brooklyn. La police a arrêté plus de trois mille personnes. Elle n'aurait pu arrêter, par exemple, bien davantage, mais il n'y avait plus de place dans ses locaux. Le grand black-out de novembre 1965 n'avait pas été accompagné de telles scènes de violence.

La note à payer sera considérable : heures supplémentaires des policiers et des pompiers, stocks alimentaires gâtés, arrêts de travail dans les bureaux, les usines et les magasins ; suspension des transports ferroviaires, fermeture des tunnels routiers et des aéroports, arrêt de tous les ordinateurs des banques, de la Bourse, des compagnies, grandes et petites, pillages, incendies.

Toutes les enquêtes ont été ordonnées par le président Carter, la deuxième par le maire de New-York, M. Abraham Beame, la troisième par M. Charles Luce, président de la compagnie Consolidated Edison, qui fournit l'électricité à New-York. Le maire et le président de la « Con Ed » ont des avis très divergents : pour le premier, la compagnie s'est rendue coupable de « graves négligences », surtout après l'avertissement qu'aurait dû constituer pour elle le black-out de 1965 ; pour M. Luce qui, en 1965, avait déclaré que « cela ne se reproduirait jamais », sa compagnie n'a pas été négligente, l'équipement est bon, moderne et suffisant. Il s'agit d'une cascade d'accidents et d'incidents imprévisibles. Il faudrait aussi peut-être revoir quelques règlements de sécurité. Les groupes électrogènes, dont les hôpitaux de New-York avaient été dotés après la panne de 1965, n'ont pas tous fonctionné : à l'hôpital Bellevue, en particulier, il a fallu s'écrouler à la main des appareils respiratoires.

YVONNE REBEYROL.

Une partie de l'Australie a été aussi privée d'électricité pendant cinq heures ce vendredi 15 juillet. La défaillance d'un transformateur a plongé dans l'obscurité plus d'un million de personnes dans le sud-est de l'Etat du Queensland et le nord de la Nouvelle-Galles-du-Sud. (A.P.)

AFRIQUE

Algérie

M. Boumediène dresse un bilan critique de la situation de l'agriculture

De notre correspondant

Alger. — Après un an d'interruption due à la mise en place des institutions (charte nationale, élection du président de la République et de l'Assemblée populaire nationale, formation d'un nouveau gouvernement), le cycle des réunions, groupant les walis (préfets) et les membres de la commission nationale de la révolution agraire, a repris, depuis lundi 11 juillet, sous la présidence de M. Houari Boumediène.

Le chef de l'Etat a dressé un bilan critique de la situation de l'agriculture, qui laisse à désirer dans plusieurs secteurs. Dans un premier temps, il a rappelé les acquis de la révolution agraire lancée en novembre 1971 et les efforts consentis par l'Etat pour transformer la situation des campagnes : 2 millions d'hectares nationalisés, dont 1 250 000 ont été distribués à des paysans pauvres, six mille six cent quatre unités coopératives ou précoopératives créées, construction en cours de mille villages socialistes.

Le président Boumediène a cependant mis l'accent sur les insuffisances et les lacunes dans les domaines de la production, de la gestion, de la commercialisation des produits agricoles et du rôle politique du parti au sein des villages socialistes et de l'U.N.P.A. (Union nationale des paysans algériens). La presse a rapporté, mercredi 13 juillet, les directives du chef de l'Etat sans entrer dans les détails, mais depuis un an, El Moudjahid, organe du gouvernement, et les publications du parti ont publié de nombreux reportages critiques.

Les lacunes de la distribution

Ainsi on constate qu'en dépit des moyens mis en œuvre, la production de certains produits essentiels à la vie du pays stagne ou baisse, exception faite de la récolte de céréales de l'an dernier, qui a bénéficié de conditions météorologiques exceptionnelles. Des produits comme les asperges et les fraises, qui pourraient être d'un excellent rapport, ont pratiquement disparu du marché en quatre ans, les paysans préférant s'adonner à des cultures moins fatigantes ou estimant qu'ils n'étaient pas suffisamment rémunérés. De même, la qualité des fruits mis en vente dans la capitale est en baisse constante, tandis que les prix ne cessent de grimper : le kilo de

Océanie

Deconverte de

AFRIQUE

Les

des

l'oligarchie foncière

Le régime du Grand Leader ne manque pas de célébrer l'héroïsme de la résistance anti-japonaise et de la guerre de 1950, et les enfants apprennent, dès leur plus jeune âge, à défilé d'un pas martial ; mais il entend nettement composer l'image d'une vie souriante. Dans le documentaire, au défilé fort réjouissant, que ses services ont réalisé sur Pyongyang, par exemple tous les hommes, les femmes, les enfants que filme la caméra sont également habillés par la grâce quand le président lui-même apparaît sur l'écran, entouré d'écouliers avec lesquels il s'entretient familièrement, son expression irénique fait un peu penser au charmant Bon Dieu Notre des Vertes Pétures. Aussi bien n'hésite-t-on pas à répéter, du matin au soir, aux Nord-Coréens, qu'ils vivent dans un « paradis ».

Une ville abandonnée aux enfants

Samedi — De la terrasse de l'école du parti, le panorama est impressionnant, surtout si l'on songe qu'il y a vingt-quatre ans, à l'époque de la fin de la guerre de Corée, il ne restait debout, de toute la ville, que trois maisons. Elle avait reçu, assure-t-on, quelque vingt mille bombes, soit un peu plus d'une par habitant. Non seulement, aujourd'hui, il ne reste plus trace des ruines, mais c'est une véritable forêt de bâtiments neufs qui, de part et d'autre du fleuve Daldong, large de 1 kilomètre, émergeant de la verdure abandonnée répandue au long des avenues.

Au loin, on aperçoit la gracieuse silhouette de l'université Kim-Il-Sung et à l'ouest de la télévision. Plus près, l'immense Musée de la révolution devant lequel se dresse une statue du président, haute de 25 mètres et dorée à la feuille, sur fond de montagnes neigeuses et illuminée le soir venu. Rompant la monotonie du béton et des revêtements de céramique, les toits de tuiles, aux angles recourbés, conformes au type traditionnel, du théâtre Mankyongdal et de quelques édifices de moindre importance. Mais l'allure générale de la ville est beaucoup plus européenne — disons est-européenne — qu'asiatique. On ne retrouve à aucun moment trace du grouillement fabuleux des rues de Pékin, de Tokyo ou de Calcutta. Chacun était au travail, les passants, la plupart du temps, raris dans ces artères larges comme les avenues de New-York, et la conviction avec laquelle les policiers y règlent une circulation automobile sagement insignifiante est parfaitement superflue.

Pour l'heure, la ville paraît abandonnée aux enfants, qui portent, dès la fleur de l'âge, le foulard rouge des pionniers. Un copieux réseau de crèches et de jardins d'enfants, pleins d'attractions martiales, libère les mères de famille, qui travaillent toutes, et, pour assurer la scolarisation totale, des écoles ont été ouvertes dans les villages les plus reculés, si bien que certaines n'ont que neuf élèves.

Les enfants, nous allons les retrouver à Mankyongdal, où des autocars les déversent par fournées, et où ils écoutent, au garde-à-vous, les explications qui leur sont données sur la vie de Kim Il-Sung, né en ces lieux il y a soixante-cinq ans, dans une modeste maison au toit de chaume. Un peu plus loin, une fillette débile avec conviction, devant ses camarades, face à un vaste horizon, le récit des hauts faits du héros national qui, à l'école de son père, s'engagea dès l'âge de huit ans dans la lutte patriotique et révolutionnaire contre l'occupant japonais. Au retour, nous visitons le musée, à la profondeur vertigineuse, et dont les mosaïques à la gloire du Grand Leader apportent une note difficilement imaginable ailleurs. Et comme nous demandons la traduction des trois mots qui figurent sur les sacs bleus, tous pareils, que portent au dos des gamins en uniforme, sagement alignés dans l'attente de la rime, la réponse vient tout de suite : « *Sanob, Vertu, Santé.* »

Océanie

Australie

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL A PRÉSENTÉ SA DÉMISSION

Sir John Kerr, gouverneur général d'Australie, a présenté sa démission à la reine Elizabeth ; cette démission prendra effet en décembre. Sir John Kerr, âgé de cinquante-sept ans, recteur de l'université du Queensland et juriste de renom, lui succédera.

La fonction de gouverneur général en Australie est essentiellement représentative. Cependant, Sir John Kerr a été le premier à faire usage de prérogatives tombées en désuétude ; il a démis en novembre 1976 le gouvernement travailliste de M. Gough Whitlam, majoritaire à la Chambre mais minoritaire au Sénat. Il nomma un cabinet intérimaire dirigé par M. Fraser, chef du parti libéral, qui fut chargé d'organiser de nouvelles élections. M. Fraser est encore premier ministre.

L'entrée de Sir John Kerr dans l'arène politique souleva un tollé dans une large partie de l'opinion publique australienne. Une campagne de protestation fut organisée, tandis que se développait un mouvement pour la transformation de l'Australie en République. Il fut obligé de réduire ses sorties en public et se fit accompagner de policiers, fait exceptionnel dans ce pays. Il apparaît aujourd'hui que M. Fraser lui-même le regarde comme gênant, alors que les prochaines élections sont prévues pour l'année prochaine. La coalition libérale, qui doit faire face à de sérieuses difficultés économiques, pourrait avancer la date du scrutin de plusieurs mois. Bien que présenté comme volontaire, la démission de Sir John Kerr, dix-huit mois avant la fin de son mandat de cinq ans, semble lui avoir été imposée par le gouvernement. — P. de B.

Découverte de la Corée du Nord

(Suite de la première page.)

Le régime du Grand Leader ne manque pas de célébrer l'héroïsme de la résistance anti-japonaise et de la guerre de 1950, et les enfants apprennent, dès leur plus jeune âge, à défilé d'un pas martial ; mais il entend nettement composer l'image d'une vie souriante. Dans le documentaire, au défilé fort réjouissant, que ses services ont réalisé sur Pyongyang, par exemple tous les hommes, les femmes, les enfants que filme la caméra sont également habillés par la grâce quand le président lui-même apparaît sur l'écran, entouré d'écouliers avec lesquels il s'entretient familièrement, son expression irénique fait un peu penser au charmant Bon Dieu Notre des Vertes Pétures. Aussi bien n'hésite-t-on pas à répéter, du matin au soir, aux Nord-Coréens, qu'ils vivent dans un « paradis ».

Une ville

abandonnée aux enfants

Samedi — De la terrasse de l'école du parti, le panorama est impressionnant, surtout si l'on songe qu'il y a vingt-quatre ans, à l'époque de la fin de la guerre de Corée, il ne restait debout, de toute la ville, que trois maisons. Elle avait reçu, assure-t-on, quelque vingt mille bombes, soit un peu plus d'une par habitant. Non seulement, aujourd'hui, il ne reste plus trace des ruines, mais c'est une véritable forêt de bâtiments neufs qui, de part et d'autre du fleuve Daldong, large de 1 kilomètre, émergeant de la verdure abandonnée répandue au long des avenues.

Au loin, on aperçoit la gracieuse silhouette de l'université Kim-Il-Sung et à l'ouest de la télévision. Plus près, l'immense Musée de la révolution devant lequel se dresse une statue du président, haute de 25 mètres et dorée à la feuille, sur fond de montagnes neigeuses et illuminée le soir venu. Rompant la monotonie du béton et des revêtements de céramique, les toits de tuiles, aux angles recourbés, conformes au type traditionnel, du théâtre Mankyongdal et de quelques édifices de moindre importance. Mais l'allure générale de la ville est beaucoup plus européenne — disons est-européenne — qu'asiatique. On ne retrouve à aucun moment trace du grouillement fabuleux des rues de Pékin, de Tokyo ou de Calcutta. Chacun était au travail, les passants, la plupart du temps, raris dans ces artères larges comme les avenues de New-York, et la conviction avec laquelle les policiers y règlent une circulation automobile sagement insignifiante est parfaitement superflue.

Dimanche à Pyongyang

Entracte qui permet d'assister, dans l'immense palais des sports, flambant neuf, au début d'un match de basket féminin Chine-Corée, où les compatriotes de Kim Il-Sung résistent efficacement aux assauts de celles de Mao, qui ont pourtant pour elles l'avantage de la taille. Et nous voilà dans un autre palais, celui des pionniers : 30 000 mètres carrés de surface bâtie. C'est l'orgueil d'un régime dont le chef a dit que les enfants étaient les « rois ». Dix mille d'entre eux, nous dit-on, fréquenteraient chaque jour cet ensemble, où, dans un climat politique, dès l'âge de trois ans, à 100 %, on complète sur tous les plans la formation de l'individu. La visite des lieux laisse parfois à huit ans, dix ans, des gamins composent des ensembles d'accordéon, de danse classique ou de harpe coréenne, pour ne prendre que des exemples, dont bien des groupes adultes, chez nous, pourraient envier la sûreté d'exécution et l'entrain.

Autres, des télégraphistes, des mécaniciens, des électriciens en herbe, s'affairaient sur des machines dont ils paraissent parfaitement posséder les techniques. Les garçons ont tous la casquette sur le crane. Si vous les interrogez, ils se découvrent d'un geste saccadé, inclinent la tête, répondent, un peu intimidés tout de même, remettent leur casquette et reprennent leur travail. Si vous posez une seconde question, ils se redécouvrent, et ainsi de suite. Il y aurait en quelque cruauté à aller au-delà de la troisième question.

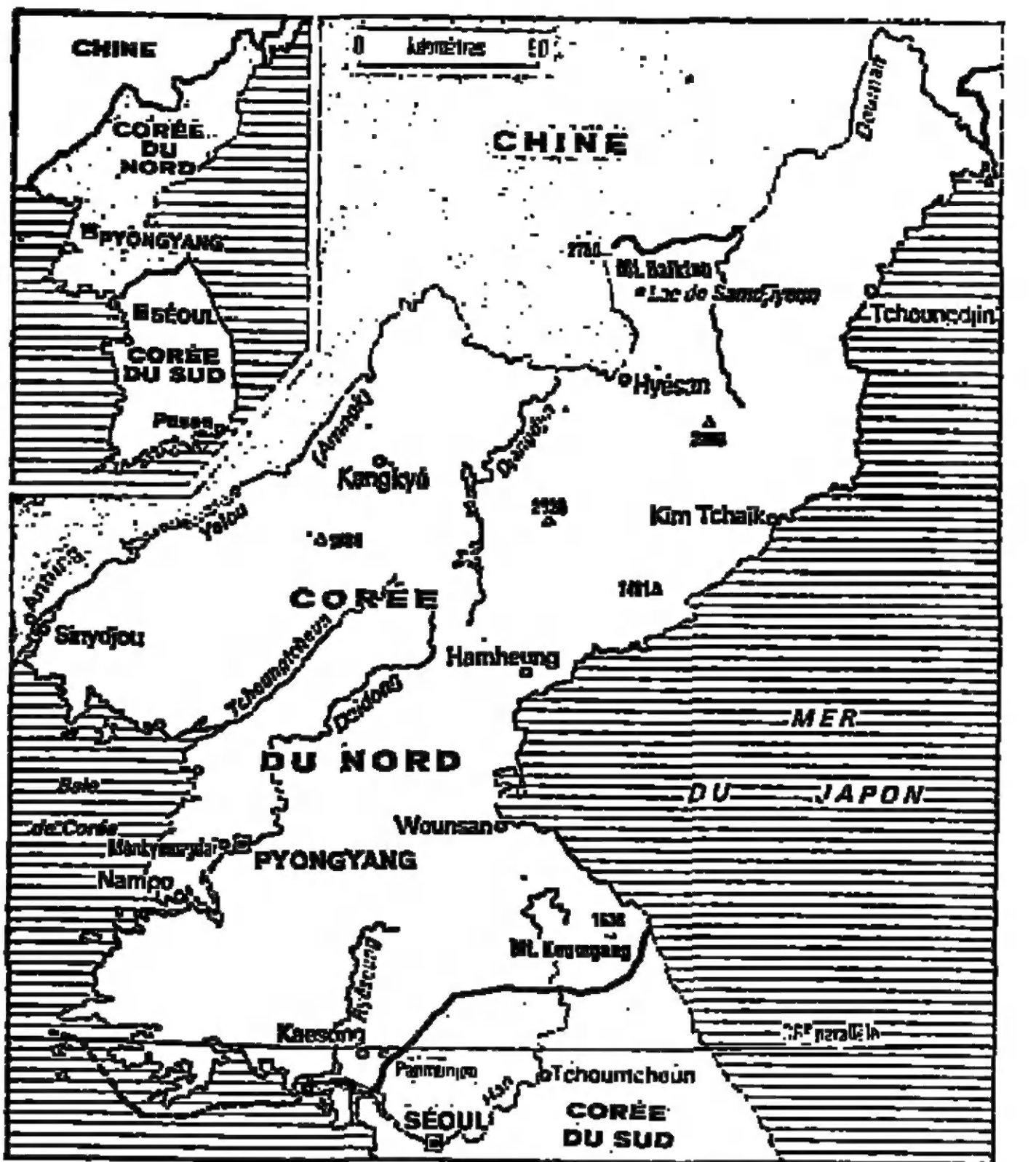
Puis c'est l'apothéose avec le spectacle de variétés, sans doute unique au monde, et que Pyongyang aimerait montrer en Occident, présenté à un public où beaucoup de parents et de visiteurs étrangers se mêlent à la foule des pionniers en chemise blanche et foulard rouge, par des artistes, dont aucun n'a plus de seize ans. Là encore, on est confondu par l'entrain, le métier, l'entrain et la discipline de cette troupe qui démontre que, en y mettant le prix, on peut très bien réaliser avec des enfants ce que l'on a parfois du mal à faire avec des professionnels. Du ballet sur le cerf-volant qui franchit les nuages.

Les circonstances de la mort des trois militaires américains demeurent mal établies

Les circonstances exactes de la mort des trois militaires américains abattus au-dessus de la Corée du Nord étaient encore mal établies, à la veille de la réunion de la commission d'armistice, qui doit faire la lumière sur l'incident. Selon la version de Pyongyang, diffusée vendredi par la radio nord-coréenne, l'hélicoptère — un « Chinook » — était profondément engagé au nord du 38° parallèle quand son équipage a été contraint d'atterrir. Une fois au sol, les soldats américains ont refusé de tenir compte des signes qui leur étaient faits par les Nord-Coréens, et ont décollé. C'est alors que l'hélicoptère a été touché par le tir des forces nord-coréennes. « Deux membres de l'équipage se sont jetés dans le vide au moment où l'appareil tombait. Un autre, resté à bord, est mort quand l'hélicoptère s'est écrasé au sol. » Le quatrième homme est soigné dans un hôpital militaire, a précisé la radio. Les autorités de Pyongyang n'ont pas encore révélé l'identité du survivant.

Du côté américain, il y a certaines contradictions entre les différents récits du porte-parole de la Maison Blanche et les explications que M. Carter a données jeudi à un groupe de sénateurs. Selon le président américain, il y a eu un échange de coups de feu au sol, après que l'hélicoptère se fut posé. Selon une version du porte-parole de la Maison Blanche, plus proche de celle de Pyongyang, avant d'être abattu, l'hélicoptère était resté « une ou deux minutes » posé sur le sol nord-coréen. Des soldats sud-coréens avaient tiré des coups de feu en l'air, quand ils avaient vu que l'appareil entravait dans l'espace aérien ennemi, pour attirer l'attention du pilote. Celui-ci, indique-t-on de source américaine, ne connaissait pas la région et devait prendre à bord un navigateur sud-coréen à l'endroit où il était prévu qu'il atterrisse. — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

ASIE



chit la ligne de démarcation au cheur final, culminant au milieu du fracas des applaudissements, par le dépôt d'une immense corbeille de fleurs au pied d'un portrait de Kim Il-Sung en guide de la jeunesse, tout chantant la gloire du régime et de son chef.

Aucun morceau du programme cependant ne nous a paru plus significatif que le ballet au cours duquel on voit de mignonnes abelles venir à bout, grâce à leur courage et à leur unité, du méchant ours qui voulait voler leur trésor de miel. Combien de fois n'a-t-on pas comparé la société communiste à la fourmilière ? C'est plutôt une ruche bourdonnante que Kim Il-Sung et les siens paraissent avoir voulu bâtir. Mais l'huile dans lequel baigne ce pays du perpétuel sourire n'est-elle pas un peu artificielle ?

ANDRÉ FONTAINE.

Prochain article : LA FÊTE ET LE DRAME

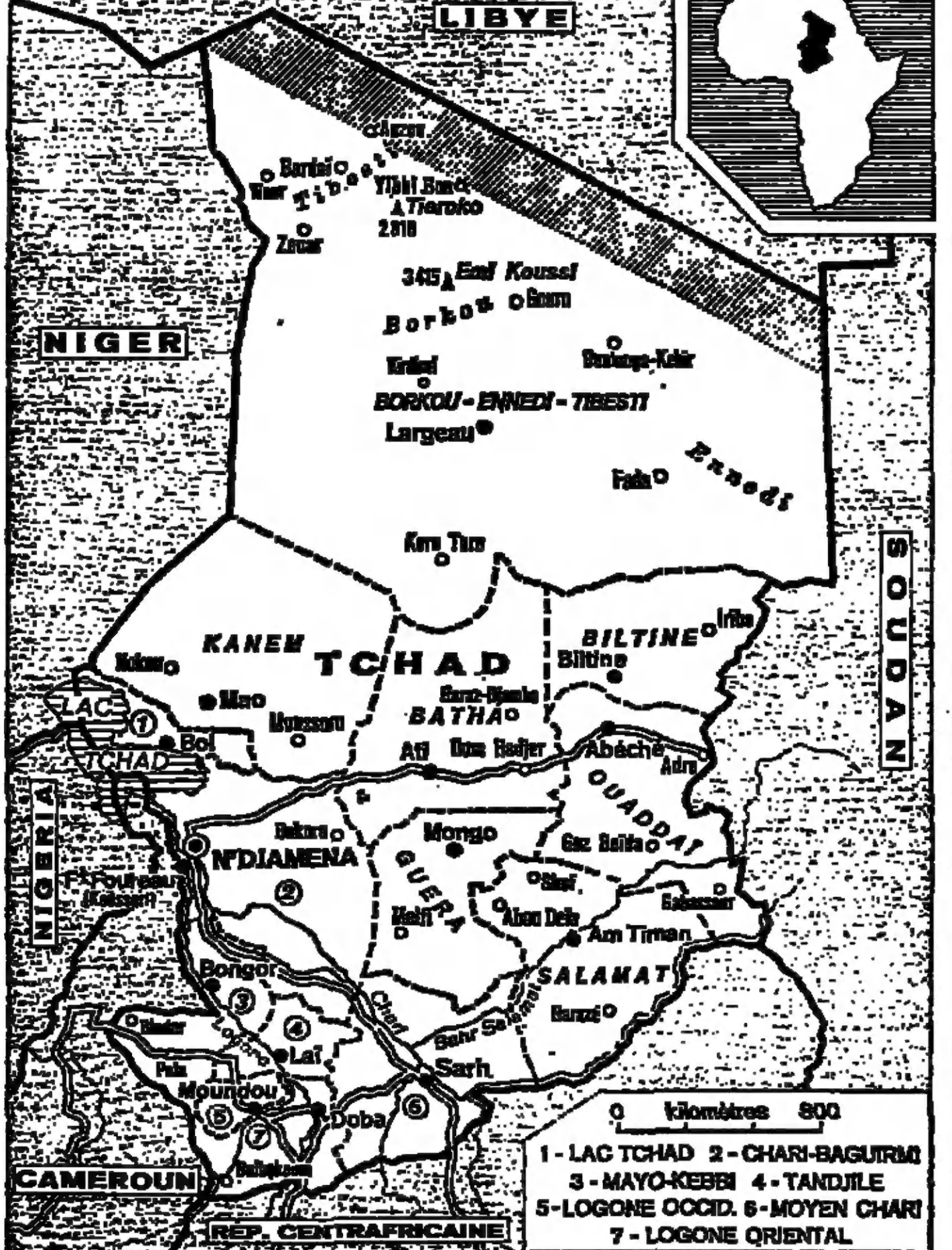
AFRIQUE

M. Boumediène dresse un bilan de la situation de l'agriculture

Alger, 15 juillet. — Le ministre de l'Agriculture, M. Boumediène, a dresse un bilan de la situation de l'agriculture algérienne. Il a souligné les progrès réalisés dans la production agricole, mais a également noté les difficultés rencontrées, notamment en matière d'irrigation et de distribution des produits. Le ministre a promis de prendre des mesures pour améliorer la situation et augmenter la production agricole.

L'infiltration libyenne au Tchad

Sur cette carte du Tchad est représentée en hachuré la zone occupée depuis 1973 par l'armée libyenne.



République de Djibouti

Le premier gouvernement est formé

M. ABDALLAH MOHAMED KAMIL
EST MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Djibouti (A.F.P.). — La composition du premier gouvernement de la République de Djibouti a été rendue publique vendredi 15 juillet.

Ce gouvernement, présidé par M. Ahmed Dini, ancien président de l'Assemblée nationale, nommé premier ministre le 13 juillet dernier, comprend seize membres. M. Hassan Gouled, chef de l'État, est en même temps chef du gouvernement.

Voici la liste du cabinet djiboutien :

Premier ministre, chargé de l'aménagement du territoire et de la création de ressources nouvelles : M. Ahmed Dini Ahmed ; ministre du port : M. Aden Robleh Awaleh ; intérieur : M. Mou-

mine Bahdon Farah ; défense : M. Ahmed Hassan Ahmed ; finances et économie nationale : M. Ibrahim Harbi Farah ; justice et affaires pénitentiaires : M. Ismaél Ali Youssouf ; affaires étrangères : M. Abdallah Mohamed Kamil ; commerce, transport, tourisme et aviation civile : M. Mohamed Djama Elab ; fonction publique : M. Ahmed Hassan Liban ; agriculture et production animale : M. Khaled Farah Abane ; régies industrielles : M. Ali Mahamed Houmed ; travaux publics ; santé publique et affaires sociales : M. Ahmed Youssouf Houmed ; jeunesse et sports : M. Hamed Hassan Hamed ; éducation nationale : M. Hassan Hussein Banabla ; travail et lois sociales : M. Djama Djilal Djama.

afrique asie

LE PLUS FORT TIRAGE, LA PLUS GRANDE DIFFUSION DES PÉRIODIQUES DU TIERS-MONDE

cette semaine

ANGOLA : AUTOPSIE D'UN PUTSCH

Une enquête de Simon Malley à Luanda apporte des révélations sur la véritable nature des plans des putschistes, leurs liens avec les puissances étrangères et l'étendue de leurs complicités au sein de l'appareil de l'Etat, de l'armée, de la police, des services de renseignements, du comité central et du bureau politique du M.P.L.A. en vue de déstabiliser le régime. L'enquête apporte, pour la première fois dans la presse mondiale, des détails sur l'intervention des blindés cubains durant les événements du 27 mai et montre comment le projet des conspirateurs d'arrêter et de liquider physiquement les principaux dirigeants du pays a été déjoué.

Dans le même numéro

ALGÉRIE

L'an XV de l'indépendance

MAROC

Le cri des torturés

TUNISIE

Un président « malade »

DJIBOUTI

Le défi de l'indépendance

SYRIE

La crise à l'ombre des potences

ainsi que de nombreux autres articles et chroniques sur le Mozambique, le Sahara, Haïti, la Bolivie, la Turquie, l'Argentine, le Venezuela, etc.

« AFRIQUE-ASIE » est en vente dans tous les kiosques en Afrique (Nord et Sud du Sahara), au Moyen-Orient, en Europe, aux États-Unis, au Canada, etc. Abonnez-vous pour être sûr de la recevoir régulièrement.

9, rue d'Aboukir, PARIS-9°

DIPLOMATIE

La visite de M. Schmidt à Washington n'a pas supprimé les « petites » divergences

De notre correspondant

Washington. — A s'en tenir aux déclarations des porte-parole ouest-allemand et américain et de M. Schmidt lui-même, la visite à Washington que le chancelier d'Allemagne fédérale a terminée jeudi 14 juillet a permis de réduire ses « petites » divergences de vues avec M. Carter. Le président américain et le chancelier estiment au demeurant qu'elles avaient été « écartées » par la presse.

A la Maison Blanche, on fait état d'« étroites consultations » qui auraient abouti à un accord « fondamental » sur les questions majeures.

Il est vrai que le président et le chancelier étaient déterminés à afficher leur entente, en tout cas à laisser dans l'ombre les points de friction et à mettre en lumière les convergences de vues. Un excellent climat avait été créé par l'allocation de bienvenue de M. Carter : « Il n'y a pas de désaccord entre nous », avait-il dit, tandis que son interlocuteur répondait : « L'amitié entre nous n'a jamais été aussi forte... ».

Apparemment, cette atmosphère s'est maintenue jusqu'au bout, entre ce que le chancelier Schmidt a appelé de « très bons courants ». Il est certain que, des deux côtés, on a senti la nécessité de servir les coudes dans une situation pleine d'incertitudes.

Néanmoins, il ne semble pas que sur des problèmes fondamentaux les deux hommes aient modifié sensiblement ou assoupli des attitudes déterminées par des préoccupations différentes dictées par la situation géographique et un statut politique différent.

Ainsi, au sujet des droits de l'homme, le chancelier a souligné dans son discours au Press Club que le problème ne se posait pas de la même façon aux deux pays. Evoquant le retour en Allemagne fédérale de soixante-cinq mille Allemands venus de l'Est, le chancelier a dit : « C'est cela la paix, la tangente, la détente ». Mais il a ajouté qu'il ne ferait pas les yeux sur les injustices. « Il s'agit en fait de trouver des réponses pratiques à des problèmes concrets », a-t-il dit encore, en dissimulant mal sa sympathie pour la diplomatie tra-

ditionnelle et « secrète » de M. Kissinger.

Des deux côtés, on affirme que les États-Unis et l'Allemagne fédérale sont entièrement d'accord sur la stratégie à suivre à la conférence de Belgrade (C.S.C.E.). Du côté américain on indiquait qu'en démentant les atteintes aux droits de l'homme M. Carter ne visait pas seulement l'Union soviétique et ne voulait pas humilier personne. On (C.S.C.E.). Du côté allemand, on affirmait que l'Allemagne fédérale ne pouvait être aussi explicite et ferme dans sa défense des droits de l'homme que les Américains, favorables à la « moralisation » de la politique étrangère.

De même, après s'être félicité du rapprochement intervenu depuis le « sommet » de Londres sur les problèmes nucléaires, le chancelier Schmidt, évoquant la situation de l'Allemagne fédérale, grande importatrice d'énergie, a ajouté qu'il était extrêmement important de ne pas juger des affaires nucléaires du seul point de vue de la prolifération et qu'il fallait considérer l'importance vitale de l'atome comme source d'énergie. En échange de sa décision d'interdire temporairement les exportations d'usines de raffinement de combustible irradié, l'Allemagne fédérale escompte bien recevoir en retour de l'uranium et du matériel nucléaire américain. Rappelant que l'Allemagne fédérale avait approuvé et ratifié le traité de non-prolifération, le chancelier a insisté sur la nécessité de définir dans un cadre international les mesures de sauvegarde supplémentaires.

Parlant de l'économie, M. Schmidt et M. Carter se sont félicités de la coopération entre les Occidentaux, qui a favorisé un mouvement de reprise, et des mesures prises contre l'inflation. Ainsi, les deux hommes se sont-ils retrouvés avec satisfaction devant le camp de Jorkhodozi.

Néanmoins, M. Schmidt n'a pas manqué de souligner que le taux d'inflation américain était encore trop élevé, et il a dénoncé les tendances américaines à protectionnisme.

HENRI PIERRE.

La France doit répondre à la demande marocaine de professeurs coopérants

affirme l'ambassadeur Jean-Bernard Raimond

De notre correspondant

Rabat. — « Rarement la coopération entre la France et le Maroc dans le respect des intérêts des autres États a été aussi profonde, aussi nécessaire à la stabilité d'une région stérile aux confins de l'Europe de l'Afrique », a déclaré le 14 juillet l'ambassadeur de France, M. Jean-Bernard Raimond, en s'adressant à ses compatriotes.

À un niveau de la coopération culturelle une orientation « de plus en plus qualitative » s'est développée. Mais, tandis que satisfaisaient pleinement aux exigences du plan de relèvement du Maroc, le gouvernement marocain a remis à la disposition de la France mille trois cents enseignants du premier cycle, « la France gouvernement française ne répond pas sans peine à la demande de nouveaux professeurs pour le second cycle dans le secteur scientifique. L'administration française comme l'ambassadeur, a ajouté M. Jean-Bernard Raimond, sont « profondément conscientes de la nécessité d'un effort français pour aider le mieux possible le Maroc, engagé dans une politique intensive de colonisation et de formation de cadres... ».

Selon l'ambassadeur, les rapports franco-marocains sont restés satisfaisants sur le plan économique et financier, et, si des

● Le ministère des affaires étrangères essaie d'obtenir des éclaircissements en Turquie sur les informations selon lesquelles le gouvernement turc aurait refoulé des ressortissants français d'origine arménienne se rendant en Turquie. Aucune plainte n'est pour l'instant parvenue au Quai d'Orsay.

● Cette mise au point fait suite aux informations que nous avons publiées dans notre numéro daté du 13 juillet.

● Si aucune plainte n'a été déposée auprès de l'ambassade de France à Ankara, c'est que les voyageurs concernés sont retournés dans leur pays à Istanbul et entendus dans l'aéroport, sans possibilité de contact avec les autorités consulaires françaises. Or, la France est parfaitement au courant de cette situation que le ministère des affaires étrangères n'a pas reconnu pleinement.

● RECTIFICATIF. — Dans son numéro du 28 juin, le Monde, annonçant que M. Daniel Mayer avait été élu président de la Fédération internationale des droits de l'homme, ajoutait par erreur que M. Michel Calet avait été élu secrétaire aux observations judiciaires. En réalité, c'est M. Daniel Jacoby qu'a été nommé à ce poste. M. Michel Calet ayant été élu pour sa part secrétaire à l'information.

PROCHE-ORIENT

Iran

DANS UN MESSAGE ADRESSÉ AU CHAH

Trois personnalités de l'opposition demandent l'abandon de la dictature et la stricte application des principes constitutionnels

Dans un message adressé en juin au chah, trois personnalités de l'opposition iranienne, MM. Karim Sanjabi, Chahpour Bakhtiari, Dariouch Forouhar — membres dirigeants de l'ancien Front national de Mossadegh — demandent des mesures urgentes en vue de mettre fin à la « dictature » en Iran et d'y assumer « la stricte application des droits constitutionnels ».

Les signataires de ce texte ont une copie est parvenue à Paris, affirmant qu'ils ont pris cette initiative « en dépit des graves dangers » qu'ils encourrent, parce que le pays se trouve « au bord de la catastrophe ». « L'impasse, écrivent-ils, est totale. Les prix des produits de première nécessité subissent une progression géométrique et pourrissent nos pays connaît la pénurie. L'agriculture et l'élevage se effondrent. Notre nouvelle industrie nationale est en crise. Le déficit de la balance commerciale du pays dépasse catastrophiquement. Ce sont des millions de personnes qui meurent de faim. Les projets de réforme et de révolution ont échoué. Enfin, c'est le plus grave, les droits de l'homme et les libertés individuelles et collectives sont bafoués, les principes de la Constitution violés, et la répression policière est devenue une violence. Tout ceci, avec la corruption, la dégradation des mœurs et la flagornerie, a profondément

Egypte

A LA SUITE D'UNE DÉCISION DE JUSTICE

La revue marxiste « Al-Talia » va pouvoir paraître

De notre correspondant

Le Caire. — Le tribunal de première instance de Bab-El-Khalq (Le Caire-Nord) a ordonné le 14 juillet, que le message de la revue marxiste « Al-Talia » (L'Avant-Garde) soit « immédiatement placé sous séquestre judiciaire provisoire » et que sa publication soit suspendue en même temps que celle de « L'Unité », journaliste et membre du comité directeur du rassemblement progressiste, parti d'opposition regroupant des marxistes.

Même si les dirigeants de la maison d'édition et de presse Al-Ahram, qui publie Al-Talia, font appel contre cette décision, celle-ci est exécutée « sans délai, sous peine de prison ». Le magazine de vulgarisation scientifique qui avait remplacé Al-Talia depuis quatre mois par des textes de presse et M. Loutfi El-Khouli, a annoncé que l'ancienne formule reprendrait sa publication en août prochain. Le même tribunal dira si cette décision est définitive ou si elle sera levée et si M. El-Khouli peut conserver définitivement la rédaction en chef d'Al-Talia.

C'est la première fois qu'une publication est mise sous séquestre dans le cadre d'une décision des nationalisations) et qu'une cour donne raison à un journaliste contre son employeur, en

J.-P. R.-H.

DROITS DE L'HOMME

DANS UNE ADRESSE A SES COMPATRIOTES

Le correspondant de la radio bulgare à Paris explique pourquoi il a demandé le droit d'asile en France

Vladimir Kostov, correspondant de la radiotélévision bulgare à Paris, et son épouse Natalia ont obtenu le droit d'asile en France. Dans un document qu'ils nous ont remis, ils expliquent à leurs compatriotes les raisons de leur décision. D'autre part les mêmes des époux Kostov se trouvent à Paris depuis le début de la semaine.

« Cette manière de nous écrire est inhabituelle. Nous ne nous sommes pas d'habitude adressés à la Bulgarie socialiste — nous est chère. Mais, à certains moments, chacun doit prendre sa part de responsabilité pour le destin de la patrie, quel qu'il soit à payer. Pour nous, ce moment est arrivé.

Disons-le sans détour : il s'agit des relations entre notre pays et l'Union soviétique. La Russie et de nos jours l'U.R.S.S. ont beaucoup aidé notre peuple. Mais aujourd'hui, nous ne pouvons plus nous en fier.

La Constitution actuelle indique : « L'État sert le peuple » en développant et affermissant l'amitié, la collaboration et l'entraide avec l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes. Les dirigeants du parti communiste bulgare, sans en informer le peuple, se sont écartés de cette ligne d'alliance et d'amitié. En réalité, ils ont la liquidation de l'indépendance et de la souveraineté nationale, l'incorporation de la Bulgarie dans l'U.R.S.S.

Le peuple bulgare ne peut pas décider de son destin. Si le veut, il a le droit de décider son incorporation dans l'U.R.S.S. Mais à-t-il la possibilité de prendre souverainement une telle décision ? Nous affirmons que non. Pour plusieurs raisons :

1) Les dirigeants du P.C. bulgare tiennent le peuple dans l'ignorance de faits importants de l'histoire et de la politique actuelle de l'U.R.S.S. de son parti communiste. Le peuple n'a pas été informé de la vérité en ce qui concerne « la période du culte de la personnalité » en U.R.S.S. Il ne sait rien des faits et documents sur le caractère et l'importance des répressions, pendant des décennies, contre des dizaines de milliers de personnes en U.R.S.S. Il ne connaît pas la vérité sur les gens qui ont quitté l'U.R.S.S. ces dernières années pour des raisons politiques, ni sur les persécution politiques en Union soviétique. Il ne connaît pas la vérité sur la politique de l'U.R.S.S. envers les différents pays socialistes ni sur son rôle dans les crises des pays et dans le mouvement communiste international.

L'influence de l'U.R.S.S.

2) La direction du parti communiste bulgare dissimule complètement la vérité sur un grand nombre de questions concernant les relations bulgares-soviétiques. Qu'en est-il de nos relations économiques et de l'entraide avec l'U.R.S.S. ? Quel rôle ont joué les Soviétiques dans la crise des réfugiés bulgares ? Quel rôle ont joué les Soviétiques dans la crise des réfugiés bulgares ? Quel rôle ont joué les Soviétiques dans la crise des réfugiés bulgares ? Quel rôle ont joué les Soviétiques dans la crise des réfugiés bulgares ?

3) Le peuple bulgare ne peut pas décider de son destin. Si le veut, il a le droit de décider son incorporation dans l'U.R.S.S. Mais à-t-il la possibilité de prendre souverainement une telle décision ? Nous affirmons que non. Pour plusieurs raisons :

4) Supposons le plus insur-

semblable : le peuple bulgare soutient la politique d'intégration à l'U.R.S.S. Mais comment notre peuple pourrait-il le faire s'il ne connaît pas le contenu de cette politique ? Le plénum du comité central de juillet 1973 a approuvé les directives pour le développement de l'intégration. Quatre ans plus tard, le peuple bulgare n'est toujours pas informé sur ces directives, en application desquelles il doit perdre peu à peu l'indépendance pour respirer au même rythme et utiliser le même système sanguin que l'Union soviétique » (T. Jivkov).

« Et puis, quand et de quelle façon le peuple bulgare a-t-il été consulté sur la décision de l'intégration à l'U.R.S.S. ? L'intégration — quelle qu'elle soit — représente une limitation de l'indépendance et de la souveraineté nationale. Or notre Constitution n'autorise personne à limiter la souveraineté nationale bulgare.

5) On nous dit que toutes ces questions se rapportent à des choses secrètes, qu'il ne faut pas les poser pour ne pas nuire à l'avenir de notre peuple et à nos relations avec l'U.R.S.S. Est-il possible que des relations internationales et égales, des relations d'alliance et d'amitié reposent sur la dissimulation de la vérité ? Quelles peuvent être les raisons d'un tel comportement si ce n'est le volonté d'empêcher le peuple souverain de choisir son destin ?

« Nous n'appelons pas à l'antisovietisme. Mais, pour l'avenir de notre peuple, nous devons avoir de véritables garanties pour notre indépendance et notre souveraineté. D'autres pays socialistes ont réussi à l'imposer : ils n'en sont que plus honorés et respectés par l'U.R.S.S. Notre génération n'a une telle décision ? Nous affirmons que non. Pour plusieurs raisons :

« Paris, en juillet 1977. »

NATALIA

et VLADIMIR KOSTOV.

★ Les interventions sont de la rédaction du Monde.

LA C.G.T. S'INQUIÈTE DES ATTENTES AUX LIBERTÉS

À l'occasion de la fête du 14 juillet, « celle de la liberté », la C.G.T. a publié une longue déclaration pour dénoncer les atteintes aux libertés dans le monde, en modulant ses critiques selon les pays.

« La C.G.T. considère que la situation en France, et dans le monde, impose plus que jamais l'affirmation de la volonté populaire de défense et d'extension des libertés démocratiques et ouvrières. Aujourd'hui, comme en 1980, la liberté est au cœur de la lutte menée par les travailleurs et le peuple français pour l'édification d'une société nouvelle. » Et de citer les diverses atteintes en France contre les libertés syndicales, le droit de grève, l'expression, etc.

« La C.G.T. dénonce avec vigueur le droit français décliné contre les travailleurs et démocrates de nombreux pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie. Elle condamne le soutien apporté par les gouvernements capitalistes aux régimes racistes et fascistes, en premier lieu ceux d'Afrique du Sud et du Chili. Elle condamne l'intervention armée des U.S.A. et plus particulièrement de la C.I.A. dans les affaires intérieures de nombreux pays.

« Se refusant à s'associer à toute campagne de dénigrement systématique, contre les pays socialistes, dont elle a souligné à maintes reprises les réalisations considérables dans le domaine économique et social, la C.G.T. exprime à nouveau sa préoccupation devant les atteintes aux libertés enregistrées dans certains de ces pays qu'elle n'accepte pas dans leur principe et qui sont parfois graves.

« Dans chaque cas concret elle a affirmé une réprobation totale devant des pratiques ne correspondant en rien à sa propre conception du socialisme. »

M^r CROISSANT ET LE DROIT D'ASILE

M^r Jean-Jacques de Félice, avocat à la cour, nous prie de préciser qu'il a personnellement déposé à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et à l'Élysée, dans la soirée du 11 juillet, les demandes de M^r Klaus Croissant pour obtenir le statut de réfugié politique et le droit d'asile en France.

Il est vraisemblable que les délais de transmission administrative ont empêché le ministère des affaires étrangères d'être informé de cette démarche. (Le Monde du 15 juillet.)

A TRAVERS LE MONDE

Afrique du Sud

● UN DÉTENU NOIR, M. FEAROMILE MABINDA, vingt-sept ans, a été tué lors d'une fusillade du sixième étage du commissariat de police de Kimberley. C'est le dix-neuvième Noir qui meurt durant une garde à vue, en Afrique du Sud, depuis mars 1976.

Angola

● LE MINISTRE DE LA DÉFENSE a accusé jeudi 14 juillet la D.C.A. sud-africaine d'avoir abattu le 12 juillet un avion de transport angolais près de Cuangar, dans le sud du pays. Selon Luanda, les deux passagers de l'appareil ont été tués. — (A.F.P.)

Arabie Saoudite

● LE GÉNÉRAL SYAAD BARRE, président du Djibouti, a échoué jeudi 14 juillet, à Djeddah, une visite de quarante-huit heures qui illustre le rapprochement intervenu depuis l'indépendance de Djibouti entre le gouvernement « progressiste » de Mogadiscio et les monarchies pétrolières du Golfe. — (A.F.P.)

Bolivie

● LE JOURNALISTE M. ANTONIO FREEDO, père de deux compagnons, a été décapité, de

« Che » Guevara dans la nuit du 1967, est emprisonné en Bolivie dans des conditions particulièrement rigoureuses. Il est mis au secret et soumis à de mauvais traitements, depuis une vingtaine de mois, nous signale sa famille.

Danemark

● DEUX JEUNES MÈRES DE FAMILLE D'ANOISES ont annoncé leur intention de créer un nouveau parti politique. Le « parti matrilégal populaire » militera en faveur d'une société dans laquelle les hommes ne pourront approcher les femmes que munis d'une autorisation. Il leur sera interdit de posséder des terres ou des capitaux et ils ne pourront pas hériter. Le parti classera les hommes en trois catégories : main-d'œuvre, procureurs et fournisseurs de plaisir. Les deux jeunes femmes vont tenter de recruter les dix-sept mille signataires nécessaires pour pouvoir présenter leur parti aux élections. — (Reuters.)

Etats-Unis

● L'ÉGLISE DE LA SCIENTOLOGIE a été accusée par le gouvernement américain d'avoir placé certains de ses membres au sein du ministère de la justice et des services des impôts, afin d'obtenir des renseignements confidentiels. L'Église de la scientologie, fon-

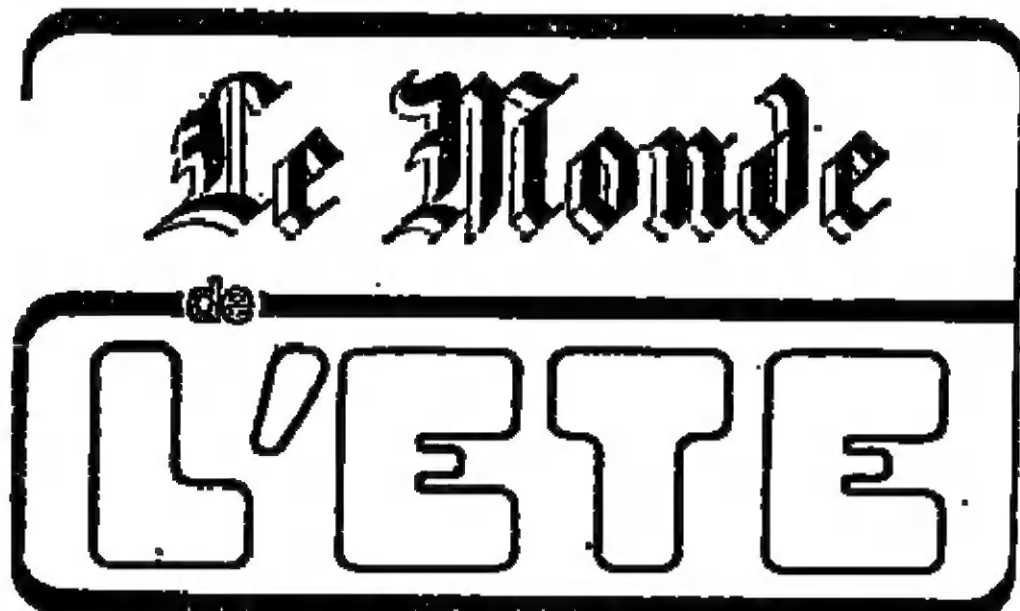
dée en 1950 par M. R. Hubbard, un ancien entraîneur de science-fiction, a souvent été critiquée pour ses méthodes de recrutement. Elle a souvent en maille à partir avec les autorités, qui ont cherché à l'empêcher de bénéficier du privilège d'exemption des impôts accordé aux communautés religieuses.

Ghana

● LE POUVOIR SERA RENDU A UN GOUVERNEMENT ELU A LE 1^{er} JUILLET 1979, a annoncé jeudi 14 juillet un communiqué de l'Agence ghanéenne de presse. Une nouvelle Constitution sera rédigée avant octobre 1978. Des élections législatives se tiendront le 15 juin 1978. Les Ghanéens devront se prononcer par référendum sur une éventuelle participation au gouvernement de l'armée et de la police.

Pakistan

● M. KHUTUB DZAITI, libéré dans environ deux semaines, a déclaré le général Zia ul Haq, chef de la junte, dans sa première conférence de presse le jeudi 14 juillet. Il a réaffirmé que le coup d'État militaire, baptisé du nom de code de « opération play », avait pour but d'éviter une guerre civile et que l'armée dirigerait le pays avec une « poignée » jusqu'aux élections, d'octobre.



Ces animaux que nous laissons...

On part en Dordogne chez un beau-frère ou passer le week-end près d'un oncle. On va au mariage du neveu ou aux obsèques d'un ami de régiment. Déjà, en arrivant, la voiture et l'on se prépare à partir vers le repos, la détente, la joie ou la peine.

Mais, avant d'actionner le démarreur, il a fallu résoudre un problème, plus difficile à régler qu'on ne le croyait de prime abord : donner l'été en garde.

Qui est fini ? C'est le fidèle compagnon du foyer, le témoin de notre vie de tous les jours, de toutes les heures, celui que nous avons choisi par la grâce d'une espèce d'affinité, dont nous ne sommes pas toujours conscients, mais qui est réelle. Ce peut être un poisson, un serin, un perroquet, un hamster, un minuscule chat d'Inde, un chat ou un chien, et même mais c'est plus rare, un ouistiti ou un ocelot.

La compagnie d'un animal est, chez nous, un besoin vieux comme l'homme. Dans sa prison de Spielberg, Silvio Pellico s'était, dit-on, lié d'amitié, comme, avant lui, d'autres captifs, avec des araignées, qui l'aidèrent beaucoup à supporter neuf années de solitude. Cette soif de voisinage vivant n'a fait que croître avec la civilisation, au fur et à mesure que la vie sociale, de plus en plus anonyme et trépidante, nous incitait davantage à retrouver au foyer un hôte toujours disponible et accueillant. C'est le frémissement du poisson, le « pirouet » de l'oiseau, la phrase rauque d'un perroquet, la danse du hamster ou du cobaye, le ronronnement du chat, les jappements du chien.

La résurrection du poisson rouge

Mme B., a hérité provisoirement du poisson rouge des V., partis à la campagne, avec la consigne de changer l'eau d'ice-lui et de lui donner chaque jour une pincée de poudre alimentaire. Soucieuse, Mme B., observe à tout instant, la petite flamme d'éclat qui va et vient dans sa boule de verre, montant vivement à la surface pour pom-

per l'air et la nourriture. A son retour du travail, M. B., s'associe à cet examen et ajoute à l'inquiétude de son épouse :

« Surtout, ne le laisse pas mourir de faim. C'est vorace, ces bestioles-là. »

Il en résulte une sollicitude extrême de Mme B., et le poisson rouge se régale. Un dimanche matin les époux, consternés, le découvrent râlant et flottant sur la flaque gauche, comme un bateau naufragé, au milieu des débris de nourriture dont il n'a pu, malgré son évidente bonne volonté, venir à bout.

M. B., est un homme énergi-

que et de ressources. Nanti d'un pot à confiture il va à l'en-

seigne de « l'ami des pêcheurs »

choisir un successeur au défunt.

Les V., retrouveront « leur »

poisson rouge, avec attendrisse-

ment, en soulignant « qu'il a

bien fait, le mignon ». M. B.,

a un frisson en pensant qu'à la

place de l'anonyme, caressé doré-

ment V., auraient pu lui confier

un rarissime barbillon d'Améri-

que, marchandise inconnue dans

le quartier.

Le Monde

du tourisme
et des loisirs

VACANCES EN FRANCE

D'autres châteaux en Auvergne

Revoici Montpeyroux

Il y a environ trois cents. Ils n'ont pas de nom. On dit simplement : les habitants de Montpeyroux. Ils vivent perchés sur une butte qui domine de haut l'Allier, dans un village reconnaissable de loin grâce à sa tour du treizième siècle. Montpeyroux est l'un des bourgs les plus typiques de Basse-Auvergne. Un texte de 1212 mentionne un Mons Petrus (mont pieux). L'endroit était réputé pour ses carrières. La pierre d'ici a servi à la construction des églises romanes. On embarquait les blocs à Coudeux, sur l'Allier. Philippe-Auguste arriva. L'Auvergne entra dans le domaine royal. Le village revint à la famille des Latour. L'une des héritières de cette terre fut Catherine de Médicis, reine de France et dame de Montpeyroux. Suivirent comme seigneurs de l'endroit : Henri III et Louis XIII. A la Révolution, la tour du treizième siècle qui surplombe la localité devint propriété du village.

Le drame commence à la fin du siècle dernier. Le phylloxera ravage les vignobles. Plusieurs familles quittent Montpeyroux. Les années passent : l'exode continue. Les maisons abandonnées et bientôt les ruines s'accumulent. Est-ce la fin ? Non, car en mai 1907 naît une idée et une formule : « Montpeyroux, village d'espoir ».

En vingt ans, plusieurs particuliers, en collaboration avec les habitants de l'endroit, restaurèrent ce qui restait. Les efforts de tous, bien conjugués, permettent de rénover, sans fautes, l'habitat : Montpeyroux conserve son âme et son caractère typique. Dans le même temps, des artistes et des artisans s'installent à demeure dans le village. Aujourd'hui on y rencontre : peintres, potiers, tisserands, sculpteurs sur pierre, ferronniers d'art, etc.

Une dizaine de ces artisans et artistes, en compagnie de plusieurs habitants natifs du pays : maçon, ferronnier, qui ont, eux aussi, participé à la restauration de leur village, ont été récemment autour des micros de FR 3 Auvergne-Rhône-Alpes, pour une émission de deux heures, le vingt-neufième anniversaire de leur « village d'espoir » : un exemple et une réussite. Il y a encore de la place à Montpeyroux pour des candidats résidents permanents.

CHRISTIAN LASSALAS.

LES 100 DE LA CÔTE D'AZUR
Selon l'Ifop, les Français pensent que l'on mange mal sur la Côte d'Azur. « Pas d'accord », répondent Gault et Millau, à condition de bien connaître... La preuve : leurs 100 meilleurs restaurants, entre Menton et Toulon, que vous découvrirez dans le Nouveau Guide Gault-Millau de juillet. En supplément, le Guide d'Avignon et de sa région.

NAGEL
ENCYCLOPÉDIE DE VOYAGE

une
ENCYCLOPÉDIE DE VOYAGE
pour chaque pays

Chez nous chez eux

Il n'est point besoin d'être exploitant agricole pour être propriétaire d'un gîte rural classé trois épis. Ce serait occulter la réalité de croire que seuls les paysans peuvent, comme cela était prévu initialement, aménager telle ou telle ancienne grange pour offrir aux citadins en mal de nature les joies de la ferme, la dégustation quotidienne du bon lait frais, le plaisir éprouvé à manger des œufs pondus du jour...

Mais il n'empêche que la formule a du bon, même si, dans bien des cas, les propriétaires de gîtes appartiennent à des professions diverses, plus proches généralement du commerce que de l'agriculture ou de l'élevage, et du seul fait qu'il s'installe toujours entre ces propriétaires et les vacanciers des rapports amicaux, d'où peuvent naître souvent des amitiés solides.

Les trois A

A Rouillas - Bas, petite localité située à 800 mètres d'altitude, à 20 kilomètres de Clermont-Ferrand, à deux pas du lac d'Aydat, l'un des fleurons du tourisme et des vacances, M. et Mme Jamot-Martin (lui est marchand de vin et conseiller municipal, elle tient un débit de boissons) qui fait danschig les samedis et dimanches soir se souviennent encore de ce cou-

ple de Parisiens qu'ils avaient connus en 1936, « à l'époque, nous tenions un restaurant ».

L'Auvergne leur avait été conseillée par leur médecin. Charmés par le site, séduits par les grandes forêts qui bordent le lac, ils y étaient revenus chaque été, pendant trente-cinq ans. « Nous nous souvenons encore d'eux comme des amis », dit aujourd'hui Mme Jamot. Depuis 1984, ces commerçants ont construit de toutes pièces : un gîte classé trois épis. « Venez visiter ! » Une bâtisse de deux étages, une cour verdoyante, quatre appartements.

Comme on est loin du froid anonyme de la location par agence ou du terrain de camping surpeuplé !

Un autre propriétaire, M. Lepetit, président du syndicat d'initiative. Son gîte n'est qu'à une centaine de mètres de celui des Jamot. « Nous pratiquons la politique des trois A : attirer, accueillir, animer. C'est facile, et cela fait toujours plaisir à ceux que nous accueillons. »

Mme Lepetit entre dans la pièce avec un bouquet des champs dont elle va fleurir la chambre qu'occupent, ce soir, des Parisiens attendus depuis plusieurs jours. L'Auvergne simple, accueillante. L'Auvergne où il fait bon vivre.

JEAN-PIERRE ROUGER.

Bâton en main et sac au dos

UN pays secret... Peut-être parce que, souvent encore, peu facile d'accès : les routes, ici, croisent parfois très au large de sites, de vallées, de forêts, de hameaux même, qu'il faudra gagner à pied et pas autrement, bâton en main et sac au dos.

« Point d'Auvergne sans effort », comme le note justement Jean-Pierre Marty en tête du volume *Sentiers et Randonnées d'Auvergne*, dont il est l'auteur (1).

« L'Auvergne, dit-il un peu plus loin, ça se gagne. Et si vous ne l'aimez pas, vous pouvez partir. Ça laissera de la place aux autres... » Avec cet homme qui ne marche pas sans mot, le randonneur découvre le pays des quatre saisons (il ne cache pas sa nette préférence pour l'automne) et des trois étages, la plaine des limagnes, en bas, puis « en balcon au-dessus, les plateaux bosselés des vieilles montagnes hercyniennes, creusées de gorges profondes toutes loquées de méandres », et, enfin, dominant l'ensemble, ces montagnes « qui sont les entrées de la terre épanchée sur le toit de la France en volcans endormis ».

La nature vierge

Ce livre en forme de guide se divise en cinq « régions ». Les huit premiers parcours, J.-P. Marty nous convie à les faire au pays des volcans, de puy en puy — Lassolas, de Côme, de Barne, Grion — par cols et vallées. Les suivants mènent au pays « des eaux ». Suit un chapitre qui va successivement dans chacun des trois étages évoqués plus haut. Après, le lecteur pourra embolier le pas aux bâtisseurs de cathédrales de La Chaise-Dieu à Orcival. Et l'on terminera par un circuit du saint-nectaire.

Puy-de-Dôme, Haute-Loire, Cantal : trois départements à découvrir, le mot n'est pas trop fort. Car, J.-P. Marty le dit très justement, « la multiplicité des sites et des recrois, la faible densité de la population, laissent dans la plupart des cantons bon nombre de secteurs qui sont des coins de nature vierge ». Et puis l'Auvergne, « le mieux est encore d'y venir pour la connaître et pour l'aimer ».

J.-M. D.-S.

(1) *Sentiers et Randonnées d'Auvergne*, par J.-P. Marty, Payard, éditeur. Un volume, 39 francs.

Suivez le marquis

Volcans, ô châteaux !... Des limagnes vers le haut pays, des chemins houleux charient à chaque tournant dans un décor grandiose. Depuis des millénaires, la terre ne s'est pas remisée des derniers soubresauts. Dans leur part, les volcans muets se dressent comme les phares de cette Ile aux horizons bleus. Auvergne d'Henri Pourrat, « la au trésor à l'ancre au cœur du monde ».

Pour la faire mieux connaître, pour inciter les voyageurs à s'aventurer plus nombreux dans les montagnes du centre de la France, feu le commissariat général au tourisme avait baptisé 1974, « Année des châteaux en Auvergne ». Il en avait recensé près de deux cents, dont soixante s'élevaient ouverts pour la première fois au public, dans une grande Auvergne de huit départements, « marches » comprises.

Il n'y a que l'embarras du choix. Même en se cantonnant au Puy-de-Dôme et au Cantal de la province historique, on en compte une trentaine. En trois jours, il ne faut pas prétendre en visiter plus de dix ou douze : par sa diversité, la région pousse au vagabondage... Rien de commun avec le val de Loire. La Renaissance œuvre tardivement ces forteresses austères à des paysages que seul a contemplés, durant des siècles, le guetteur de la plus haute tour. C'est aujourd'hui l'apanage de chacun, pourvu qu'il veuille s'en donner la peine. Les vieilles demeures ne souffrent pas. Il faut le plus souvent y accéder par une route secondaire peu fréquentée, bien entretenue, mais qui prend son temps. On cherche un château. On s'égare. On en rencontre deux auxquels on ne prêtait pas garde, et tout aussi attachants, dominant le village couvert de lauzes et l'église romane au clocher trapu.

Comme autrefois, il arrive qu'ils soient habités toute l'année. Pour les ouvrir à la visite, la famille s'est cloîtrée dans une aile. La place est encore chaude. La marquise a dormi cette nuit dans le lit à baldaquin ; elle a même oublié son livre de chevet et sa

pendulette électrique. Dans le parc, la baignoire des enfants fait une tache bleue. Le château reprendra ses droits après le départ du dernier touriste de la journée. Il faut bien vivre. « Ces visites sont plus qu'indispensables, explique Mme de Maison-Rouge. Elles me permettent de faire des réparations — les toitures sont un tel gouffre ! — et de payer le gardien. Aujourd'hui, il est en congé. Je le remplace. »

Nous sommes à La Batisse, à quelques kilomètres au sud de Clermont-Ferrand. Du château fort, il ne reste que deux tours d'angle. L'aimable demeure du dix-huitième siècle s'ouvre sur des jardins à la française. Au pied, l'Auzon coule en cascades. Le châteauneuf reçoit de douze mille à quinze mille visiteurs par an. Elle loue en outre ses salons pour des mariages ou des expositions. Très active, elle anime l'association « Châteaux en Auvergne », qui édite un petit guide largement diffusé.

A une portée d'arquebuse, Cordas a été restauré par un notaire de la région parisienne qui n'a rien oublié, jusqu'au plus petit détail. Pas une herbe ne dépasse. L'argent n'a pas fait défaut. Pas plus qu'à Val, curieusement insulaire depuis la mise en eau du barrage de Bort-les-Orgues. Le centre nautique du plus grand lac du Massif central lui anime cinquante mille entrées par an. Les étrangers y viennent en force, surtout des Hollandais. Pas du tout racoleur, tout autre est La Vigne, perdu dans un paysage sublime dont il faut savoir trouver la clé. Mme de La Tour distribue les billets. La « maison » est simple et fière. L'image de ces grandes familles qui, les noblesses qui se ruinent par conserver le patrimoine intact. De la terrasse, vue imprenable sur les monts du Cantal.

« On ne pourrait pas garder ça pour soi », dit Mme de La Tour. Il fallait faire connaître le château. Et d'abord aux Auvergnats. C'est social. Et puis... ça paie les impôts. « Un peu plus au sud, par sa hauteur, dans tous les sens du terme, Anjony défie le temps. Ce donjon fantastique, sorti tout droit des cartons de Victor Hugo, abrite des fresques remarquables et un beau mobilier. De là, et de préférence au soleil couchant, par la route des crêtes, gagner Aurillac, où l'on peut faire étape.

A deux pas, volé Pestels, qui défend la vallée de la Cère. De sa belle tour du treizième siècle on aperçoit le Plomb du Cantal. Jean Cocteau y a tourné l'éternel Retour. « Un château, c'est une femme maîtresse ! », estime M. de Miramon-Pestels. On s'imagine que c'est facile d'être châtelain. Je n'aime pas ce mot. C'est de la folie. On se maintient par devoir. Un devoir bien lourd. Le château est ouvert au public depuis 1955. Trois guides y reçoivent de cent à deux cents personnes par jour en saison. Là aussi pour payer les impôts et le jardinier.



(Dessin de PLANTU.)

« Cela ne s'improvise pas. Il faut pouvoir se réfugier dans un coin. Avoir des choses à montrer. Veiller à la qualité de la visite, et croquer bien que le recrutement des guides n'est pas facile. » M. de Miramon est délégué pour le Cantal de l'association « Vieilles Maisons Françaises » : « Les vieilles demeures font partie du paysage, dit-il. Un château classé, c'est au moins la certitude de la protection du site. »

Exemplaire

L'opération « Châteaux en Auvergne », à laquelle il a contribué, depuis trois ans, a porté ses fruits, même si quelques demeures n'ont pas poursuivi l'expérience. Il estime à 30 % de mieux l'afflux de touristes.

Parentignat, « Versailles en Auvergne », à des choses à montrer et les montre bien. Le neveu de la marquise de Lasteyrie fait les honneurs de ce château Louis XIV avec une belle érudition puisée dans le chartrier de la famille, l'un des plus riches de France. « Ouvrir au public comporte plus d'inconvénients que d'avantages, explique-t-il. Mais il faut bien montrer le château aux gens... »

Le cas de Busséol est exemplaire. Un architecte et sa femme tombent un jour amoureux du fief en ruine des comtes d'Auvergne et consacrent dix années à mener à bien sa restauration. M. Houbert fait visiter lui-même, sans cachier sa juste satisfaction d'avoir sauvé un chef-d'œuvre en péril. Sur son pilon volcanique, la silhouette massive accreditée un manuscrit ancien : « Je suis Busséol, je vous du pais largement ! »

C'est vrai de la plupart des châteaux en Auvergne, de Mésillan, le plus sauvage dominant le Goul ; de La Boval, d'Auzers. Vanité de vouloir les citer tous. Tous ont leur caractère et leur secret. Pour les découvrir, le meilleur itinéraire est encore celui que l'on bâtit soi-même. A sa mesure. En le combinant, si le cœur vous en dit, avec la visite du parc des volcans ou un circuit des églises romanes. Dans ce paradis du tourisme vert, il suffit d'emporter une bonne carte et, parce que le temps parfois varie, les comtes d'Henri Pourrat et un imperméable.

PIERRE-JEAN DESCHÈNES.

L'ANTI-CLUB
Prochains départs par petits groupes de 15 personnes pour découvrir en profondeur

AFGHANISTAN Départ : 21 juillet, 7, 14, 28 août
• La Route du Centre : 24 jours, 5 990 F.
• Le Pays Interdit (Nouristan) : 24 jrs. 6 130 F.

INDE Départ : 1^{er}, 8 août
• Nord, Nepal, Cachemire, Ladakh : 18 jrs. 6 250 F.
• Nord, Nepal, Cachemire, Rajasthan : 23 jours, 7 500 F.

AIR ALLIANCE
• Rue de l'Écluse - 75001 Paris
• 3 bis rue de Valenciennes - 75006 Paris
• Tél. 7560 74 03 et 44 66 022-74
ou chez votre agent de voyages

Nom : _____
Adresse : _____
Code Postal : _____
Ville : _____
Veuillez recevoir gratuitement votre brochure. Lc. 744

Au fil des eaux

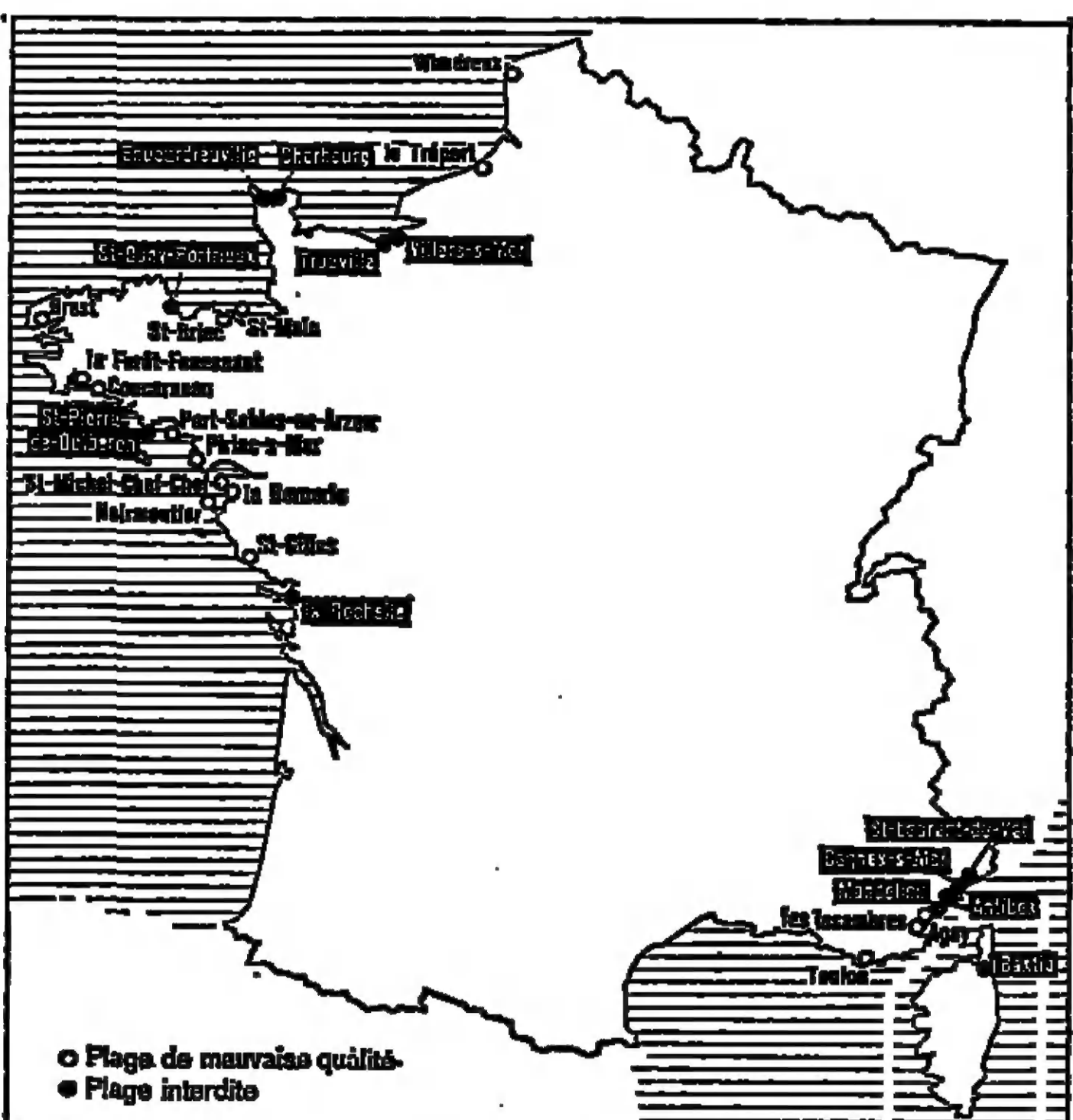
CES PLAGES OU L'ON PREND DES RISQUES

EN près de huit cents points du littoral français, des prélèvements et des analyses ont été pratiqués en 1975 et 1976 sur les plages et dans les eaux de baignade attenantes. Il s'agit de savoir si ces lieux de villégiature présentent un danger pour la santé des millions de touristes français et étrangers qui allaient les fréquenter au cours de l'été 1977. En d'autres termes, il fallait déterminer si les plages et les baignades étaient salubres. En fonction des résultats obtenus, les plages ont été classées en quatre catégories : A, eau de très bonne qualité ; B, eau de bonne qualité ; C, eau momentanément de mauvaise qualité ; D, eau de mauvaise qualité. La publication de ces résultats a été laissée à l'initiative des préfets.

Grâce aux informations publiées par Christian Sott, de l'Agence Centrale de Presse (A.C.P.), et aux dépêches de nos correspondants, on peut aujourd'hui dresser un bilan complet de l'état du littoral. Il est relativement satisfaisant, puisque sur 800 plages surveillées 70 seulement présentent des eaux momentanément de mauvaise qualité (catégorie C), et 25 des eaux de mauvaise qualité (catégorie D). Conséquence logique, 13 d'entre elles sont interdites. Ainsi en ont décidé les municipalités.

Sur le document établi par notre service cartographique, sont indiquées les communes du littoral dont une plage a été classée en catégorie D (eau de mauvaise qualité). Nous avons encadré celles dont une plage avait fait l'objet d'une interdiction de baignade. Nous publions également la liste des plages classées en catégorie C (eau momentanément de mauvaise qualité). Carte et liste constituent donc le « tableau d'honneur » des communes du littoral. Mais il doit être interprété avec prudence. Les communes de bord de mer proposent le plus souvent plusieurs plages aux estivants. Même si l'une d'entre elles est polluée, les baignades voisines peuvent être d'excellente qualité. Il faut donc se renseigner sur place pour savoir où l'on peut « faire trempe » sans danger. D'autre part, les baignades dont les eaux étaient momentanément de mau-

public. Question d'honnêteté. D'abord, à l'égard des touristes qu'on invite à venir à grand renfort de dépliant publicitaires sans leur dire « toute la vérité ». Ensuite, à l'égard des autres stations balnéaires qui ont fait l'effort technique et financier de se doter d'équipements d'épuration. Aux meilleures d'entre elles, les ministères distribuaient les années passées le « ruban bleu » de la salubrité. Voici venir le « temps de la honte » pour celles dont toutes les plages ne sont pas impeccables. — M. A.-R.



Communes dont une ou plusieurs plages ont été classées en catégorie C (eau momentanément de mauvaise qualité).
BRETAGNE. — Ile-et-Vilaine : Dinard, Saint-Erblan, Saint-Lunaire, Saint-Malo. — Côtes-du-Nord : Trébeurden, Perros-Guirec, Saint-Quay-Portrieux, Tréveneur, Bric, Saint-Brieuc, Saint-Jacut-de-la-Mer. — Finistère : Locquirec, Saint-Pol-de-Léon, Douarnenez, Locudy, Bénodet, Fouesnant, Concarneau, Morlaix, Plouzanne, Crozon, Morbihan : Saint-Philibert, Conleau.
VENDEE. — Loire-Atlantique : Pornic, Canot, Batz-sur-Mer, Saint-Michel-Mont-Benoît, Saint-Nazaire, Pornic, Les Moutiers, Vendée : Saint-Gilles-Croix-de-Vie, Saint-Hilaire-de-Riez, Nohant-Viviers, Jard-sur-Mer. — Charente-Maritime : Fouras, Port-des-Barques.
LANGUEDOC - ROUSSILLON. — Hérault : Valras, Sérignan.
PROVENCE-CÔTE D'AZUR. — Bouches-du-Rhône : Martigues, Marseille, Cassis, Châteauneuf-les-Martigues, Vitrolles, Roghan, Saint-Chemmes. — Var : Bandol, Sanary, Six-Fours, Toulon, Fradet, Lavandou, Gassin, Grimaud, Saint-Raphaël. — Alpes-Maritimes : Menton.
CORSE. — Haute-Corse : Calvi, Macinaggio, Pôlicioli, Bastia.

Le canal de Riquet à la loupe

JE vous parle de ce Midi dont l'accent rocailleux commence au bord d'un océan de vignes, presque à toucher la mer. L'étang de Thau en est la caresse qui avance dans les terres. Je vous parle de ce Midi qui se termine à Toulouse, capitale inouïe de ce qui aurait pu (aurait dû ?) devenir royaume. Il n'est que ce Midi pour déjouer la fiction.

Ici, on peut conduire sans permis, sans carte grise, sur une voie unique de 240 km où il ne sert à rien de vouloir. Si l'on doit regarder à droite, à gauche, au-dessus de soi, c'est pour admirer un paysage de platanes dont les branches séculaires sont la voûte qui abrite les églises, les châteaux, les villages blottis sous leur toit de tuiles romanes, les bornes qui marquent le chemin. Inscrit, le voyageur avance, saisi par le cri des grenouilles, le chant des oiseaux, le bruissement des cyprès.

Parfois, sur les côtes de sa route, un homme de la vigne, un promeneur, une vieille au labeur, lèvent la main pour lui adresser le geste amical dédié à ceux qui passent et qu'on a le plaisir d'accueillir avec joie. Puisqu'il est ici, n'est-ce pas, c'est qu'il aime à y être. Une voie splendide, donc, où le fardeau est la loi dans une nature retrouvée que trouble seulement la bruit troussé de l'eau, car cette voie est un canal.

L'homme surmené d'aujourd'hui découvre que l'histoire a parfois d'étranges prémonitions. N'est-ce pas à un marquis de

Bonrepos qu'il devra de renouer avec lui-même, dans la fraîcheur et dans le calme, à contempler les roseaux penchés ?

Le canal de Midi, chef-d'œuvre de Pierre-Paul Riquet, pour l'appeler par son nom le plus connu, a trois cents ans. On y peut croquer avec beaucoup de chance une des rares panaches qui circulent encore. Sympathique, soignée, pimpante de cuivre et de couleurs, elle s'efface presque pour laisser jouer les navigateurs de plaisance. Sur ce fleuve-plaisir, les écluses sont les écluses. Un petit coup de main de l'écluseur, un petit coup de vin du pays pour trinquier entre gens de la même eau, un petit coup d'accord de Béziers, de Narbonne, de Castelnaudary, pour réapprendre le soleil, le voyage se déroule au rythme lent des six kilomètres à l'heure que le règlement autorise.

Une heure pour être capitaine

Pour naviguer comme s'il était né marinier, le citadin le plus exigeant disposera, s'il sait choisir, d'un coche d'eau au confort inhabituel. Salon, table à manger au toit ouvrant tout à l'avant, cuisine avec four et réfrigérateur, salle de bains, trois chambres, eau chaude et froide, etc., sont parmi les commodités que vous offrent les « boucaniers », « bermudas » et autres « carabes » ou house-boats de la très anglaise compagnie d'où une base est à Marseillan, au bout de l'étang de Thau, l'autre à

Castelnaudary, capitale mondiale du cassoulet.

Loin des tempêtes, des écueils traîtres, des Charybde et des Scylla qui engloutissent, il suffit d'une leçon d'une heure pour devenir capitaine. Petits cap Horn de cette route d'eau, les écluses ; en avoir passé une sous la protection bienveillante du loup de bateaux résout cette question, qui n'a rien d'un problème. Dès lors, l'escalier liquide invite le touriste émerveillé toujours plus haut, vers là où naît le canal du Midi. La croisière est aussi archéologique, faisant défilier les ponts Louis XV, les écluses Louis XVI, au savant assemblage de briques et de pierres harmonieuses. Plus précieux encore, les ponts-canaux, qui font que le canal enjambe les rivières.

Arrivé au bout de sa lente course, le voyageur un peu plus riche de poésie, de repos, peut-être aussi de l'accent de ce peuple du Languedoc aimable, chaleureux et si accueillant, se promet de revenir ici où la campagne est belle, vraie, ordonnée par la main d'un hydrographe génial, Pierre-Paul Riquet, marquis de Bonrepos.

Revenir pour découvrir chaque coin et recoin du canal, chaque village, chaque ville que l'on sent si chargées d'histoire, au-delà de la rive gauche, en deçà de la rive droite...

ROBERT MORAN.

* Odysée, 137, rue du Bassin, 75016 Paris (33-82-89) ; Blue Line, B.P. 67, 11400 Castelnaudary (68) 22-17-51.

La campagne anglaise à 5 heures de Paris

• 40 minutes de traversée, Calais-Ramsgate, sur coussin d'air • Jusqu'à 27 départs par jour (en haute saison) • Prix de la traversée pour une voiture à partir de 215 F (Min) • Passagers : traversée gratuite jusqu'à 5 personnes par voiture
Informations et réservations auprès de votre Agence de voyages ou HOVERLLOYD, Liverpool International - 62106 Calais. Tél. Paris 723.73.05 - Calais 34.67.10 - Bruxelles 219.02.25 ou directement 24, rue de Saint-Quentin - 75010 Paris.

HOVERLLOYD à 100 km/h vers l'Angleterre des bonnes affaires.

Les Lignes Karageorgis. La façon luxueuse de visiter la Grèce - avec ou sans voiture.

Nous faisons la traversée entre les deux ports les plus pratiques - Ancona en Italie du nord et Patras - l'entrée idéale en Grèce. Il y a quatre départs par semaine de mai à octobre, tous les dimanches, mercredis et samedis. 'Mediterranean Sea' et 'Mediterranean Sky' Ces ferry-boats pour voitures entièrement climatisés de 16.000 tonnes offrent un standing de navire de croisière en matière de logement, cuisine et service - mais les prix des couchettes sont seulement à partir de 260 Fr. Pour tous renseignements et réservations, mettez-vous en rapport avec les spécialistes - votre agence de voyage ou le représentant Karageorgis.

KARAGEORGIS LINES

L'AUTOMNE en TOSCANE

Un pittoresque DOMAINE DU XVII^e SIECLE vient d'être transformé en une RÉSIDENCE DE VACANCES de grande classe au cœur du CHIANTI, à portée de main de Florence, Siena San Gimignano et autres lieux prestigieux.

Les amateurs de cette belle région pourront choisir entre 2 possibilités :

- « VACANCES PAR ACTIONS » une solution nouvelle et d'actualité qui transformera vos frais de vacances en un modeste investissement et vous assurera pour toujours la jouissance d'un appartement pour la seule durée de vos vacances ; ou
- LOCATION D'APPARTEMENTS DE VACANCES selon la formule traditionnelle.

RÉSIDENCE SAN LUIGI

44 studios et deux-pièces originaux et de grand confort, entièrement équipés. Parc de 60.000 m², piscine chauffée, tennis illuminés, sauna, golf driving-range, garderie d'enfants, bar, restaurant, discothèque, salle de lecture avec riche documentation sur la Toscane historique, folklorique et touristique, etc.

SAN LUIGI : le charme italien, la beauté toscane, la qualité suisse. (Une réalisation d'un des premiers groupes financiers suisses)

TOUTES INFORMATIONS : CUENDET Spa. 1 - 5303 STROVER III (Sienne) Tél. 053/5773412.

TOURISME HOTELS RECOMMANDES

- Mer**
34300 CAP D'AGDE
Hôtel LE SABLONNET *** N.N. en bord de plage. Deux piscines privées (eau douce chauffée, eau de mer). Animation, voile, promenade en péniche sur le canal du Midi. 34300 LE CAP D'AGDE. Tél. : 84-13-17, 84-14-29.
- Montagne**
04400 LE SAUZE
Hôtel LE DABU *** N.N. Alt. 1.400 m. Piscine chauffée. Sauna. Tennis privé. 04400 LE SAUZE. Tél. (93) 81-05-99.
- Paris**
INVALIDES
Hôtel DE LONDRES *** N.N. 1, rue Augereau (Champs-Élysées, près Terminal Invalides). Compl. refait neuf. Toutes ch. av. balcon ou douche et w.c., calme et tranquillité. 750-35-40. W.-c., calme et tranquillité. 750-35-40.
- MONTFARNASSE**
Hôtel LITRE *** Paris 6, r. Littré. Tél. : 94-36-69 - Télés 270-557 Holvic. 120 chambres - Garage - Séminaire. Même administration :
Hôtel VICTORIA PALACE *** Paris (6), 6, rue Blaise-Desgoffe. Tél. : 94-36-16 - Télés 270-557 Holvic. 120 chambres - Restaurant - Garage.
- Allemagne**
FRANKFURT
PARKHOTEL 1^{re} classe, centre, près gare centrale - Wiesbadenstraße 28 a. Tél. 1949/611/230571. TX 04-12808.
- Angleterre**
KENSINGTON LONDON
Une situation exceptionnelle près du métro South Kensington. F. 70 breakfast, taxa inclua. CRUWELL HOTEL. 28 a. Tél. 1949/611/230571. TX 04-12808.
- Irlande du Sud**
Offre spéciale en août et septembre. 360 F par pers. pers. compl. par sem. DANCY CHATEAU-BOTTEL (16 chambres). Sur côte sauvage, Atlantique, situé dans la forêt, au bord d'une rivière à saumon. Chevaux, bateaux, pêche, golf. Propriétaire française. Contacter : Isabelle DORAN, Bellesue Castle (Rég. d'Irlande). BALLINA CO MAYO, RIR. Tél. : BALLINA 507.

Pas d'accord Hep! chariot

Après la parution dans le Monde du 26 juin d'un article intitulé « Voyageurs sans bagages », nous avons reçu la lettre suivante de M. Jean Ravel, directeur commercial à la S.N.C.F. :

J'ai été fort étonné de votre article, non pas tant de la constatation que vous faites, à juste titre, sur le manque de chariots à bagages dans les gares, mais par le fait que la S.N.C.F. n'a aucunement l'intention d'en acquiescer davantage, et vous paraît peu préoccupée du problème de la manutention des bagages dans les gares.

Or je pense qu'il est effectivement indispensable, quelles que soient les difficultés dues à la faible dimension des quais de nos gares, de développer la mise à disposition de chariots à bagages. Pour cela, nous avons mis à l'étude un type de chariot plus léger et moins encombrant que les chariots actuellement en service. Nous avons commandé deux cent cinquante prototypes à deux firmes différentes qui seront mis, à titre d'essai, à la gare de Paris-Lyon (cent cinquante), Nice (vingt-cinq) et Nancy (vingt-cinq), le 1^{er} septembre prochain. En fonction des résultats de ces tests, nous choisirons le modèle le plus adapté (les deux prototypes choisis peuvent porter environ 25 kilos, soit deux valises) et nous passerons des commandes importantes, dès 1978, qui seront mises en place progressivement dans toutes les villes de France.

Sans pouvoir vous indiquer aujourd'hui le nombre exact qui sera commandé, doubler voire tripler le nombre de chariots me paraît un objectif raisonnable.

LES LOISIRS

able d'avant les vents

Pinatelle



INDEX DES Spécialités

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

Modes du temps

Les nouveaux bagages Comme sur des roulettes

La valise aujourd'hui suit ou précède son propriétaire : elle a des roulettes. Les modèles *Lark*, importés des États-Unis, en nylon bordé de cuir fauve, spécialement conçus pour l'aviation, sont à quatre roulettes et se complètent d'un sac de voyage à double fond. Une glissière horizontale lui permet de se déployer tout en restant dans les normes admises en cabine (538 F chez les dépositaires de la marque). Toujours barrées d'une sangle rouge, écu et noir sur fond marine, noir ou marron, une série de valises se tire par une lanière, à la façon d'une laisse (en trois tailles à partir de 1075 F).

Le principe de la laisse dragonne a été retenu par le *Bazar de l'Hôtel de Ville*. Leurs valises sont équipées de quatre roulettes, dont deux pivotantes. En nylon enduit, elles sont passées en plastique beige sur fond marron, tenues en forme par une armature métallique (en quatre tailles, de 160 F à 315 F). Précisons pour les familles nombreuses, une série de sacs de polyuréthane se rangent à plat et permettent aux parents et enfants de retrouver chacun son nécessaire de toilette ou ses vêtements. La gamme comporte une valise, un porte-habits à sept poches, un modèle de voyage, un sac de reporter à trois compartiments, trois poches extérieures à glissière et un style mixte, toujours à bandoulière réglable (de 69 F à 180 F).

AU BON MARCHÉ, deux nouveautés de *Deissy*, en fibre plastique brillante de tons classiques ou rouge vif, sont coordonnées : valise à roulettes de 67 cm (479 F) et modèle de cabine d'aviation (269 F).

ANDRÉ COURREGES complète sa série d'accessoires « ville-voyage » par des modèles de toile à bords, doublés de plastique et comprenant un compartiment à glissière, à bandoulière de corde ou de cuir. Sans oublier le sigle du constructeur en contraste. Ils existent en marine, rouge, blanc ou noir avec des variantes (150 F). Pour la femme qui voyage, une forme rectangulaire se révèle assez grande pour tenir les dossiers.

Plusieurs sacs mous ont des poignées de cuir naturel (à partir de 340 F). En vente, 40, rue François-I^{er}, 45, Fg-Saint-Honoré, 49, rue de

Rennes; 50, avenue Victor-Hugo.

Monoprix propose une importante collection de sacs et de valises, en plastique brun, façon cuir (de 69 F à 300 F environ). Enfin TROIS QUARTIERS et DAMES DE FRANCE jouent les bagages légers en naturel, tomate, turquoise, cyclamen, vert ou violet, en tissu plastifié, sanglé de coton. Il s'agit du grand sac à rabat, du maxi-modèle marin et d'un polochon à glissière (de 79,50 F à 131 F).

NATHALIE MONT-SERVAN.



Croquis de MARCO.

LARK : dernier-né des bagages à roulettes, ce sac accordéon a un double fond retenu par une glissière horizontale qui suffit d'ouvrir pour augmenter son volume tout en restant dans les normes des dimensions autorisées en cabine d'aviation. 328 F chez Fred, 6, rue Royale, 75008 Paris, et chez les dépositaires de la marque à travers la France.

LE CRÉPI ÉPIDERME

Le goût pour les décors naturels et rustiques a donné au crépi une impulsion inattendue. Des façades des chaumières, il est entré dans la maison, où il pare les murs d'un épiderme à gros grains.

Le crépi d'aujourd'hui est un revêtement pâteux composé de résines synthétiques et d'agréments minéraux. Ne contenant ni eau ni plâtre, il est d'une application beaucoup plus simple : il ne ressemble au crépi traditionnel que par l'aspect rugueux qu'il confère aux murs. Son épaisseur et surtout sa souplesse en font un « cache-misère » décoratif. Ce revêtement plastique permet de camoufler les fissures d'un mur, il le rend imperméable, tout en le laissant respirer, et le décore d'un relief plus ou moins accentué. Le crépi synthétique est vendu en blanc, mais on peut le colorer soi-même. Certains fabricants, tels Boiraud et Unibetta, proposent des crépis de couleur.

Un décor mural en crépi convient surtout aux maisons de vacances. A la campagne, au bord de la mer, à la montagne, un mobilier de bois naturel et une cheminée à grande hotte sont les compléments de ces murs rustiques. A la maison, le crépi, on peut associer la blancheur du bois traité en lambris à mi-hauteur ou en alternance de panneaux entiers de frises de pin ou de châtaigner. Moins traditionnelle est l'alliance d'un crépi rugueux et d'un revêtement mural en tissu ; en laine, celui-ci renforcera l'aspect « naturel » du décor, tandis qu'un doublon ou une fine toile moirée apporteront un contraste de matières intéressant.

Le crépi plastique s'applique sur un support sec et propre. Sur du bois ou du plâtre, il convient de passer une couche d'impression qui rendra le support moins absorbant. Un mur déjà décoré sera débarrassé de son papier peint.

ou lessivé s'il est peint. Le crépi est un revêtement pâteux qui doit s'étaler grassement sur le mur. Le granité est obtenu par un rouleau dont la texture apporte un relief plus ou moins accentué. Un rouleau en mousse alvéolaire donne un grain fin et lisse, avec le lissage à la taloche on obtiendra des stries irrégulières.

Dans tous les cas, le mur doit être garni abondamment de matière : de 1,5 à 4 kilos au mètre carré, selon les fabrications. Parmi celles-ci, on peut citer Boiraud (Boiraud), Ecom-crêpi (Cornu), Elastone (Tollens), Brandier et Indurin (Unibetta), Valdecor (Valentine). Suivant les marques et l'aspect souhaité, un crépi revient à un prix oscillant entre 10 et 30 F le mètre carré.

Outre son côté décoratif, l'avantage d'un crépi est d'être un revêtement assez épais mais souple pour masquer les fissures existant dans le mur, et même les absorber par la suite. Le temps de séchage est rapide, de deux à cinq heures selon l'épaisseur appliquée. Le matériel utilisé se nettoie à l'eau claire.

En revanche, le crépi une fois sec présente une surface très dure. Le jour où l'on voudra changer de décor, il sera très difficile d'élimer le relief auquel on avait trouvé tant de charme. Questionnés, les fabricants proposent des palliatifs plutôt que des solutions : poncer (ce qui ne peut s'envisager, que sur une très petite surface) ou enduire le mur de ciment ou de plâtre pour noyer le granité (mais cette surépaisseur peut poser des problèmes de niveau) ou encore chauffer la surface du mur au chalumeau de bricolage et, une fois le crépi ramolli, en raclez les aspérités. Il est donc prudent de bien réfléchir avant de crépir tous ses murs.

JANY AUJAME.

JARDINS FACE AU LARGE

La mer et le jardin ne font pas facilement bon ménage. Entre les vents, les embruns, les sols souvent arides, le climat marin et les plantes, c'est une véritable bataille qu'il faut livrer. Une bataille où le jardinier habile et courageux peut toujours gagner par la patience et le savoir-faire. Il s'agit non seulement de relever le défi lancé par la nature, mais, mieux encore, de créer un espace original, un jardin pas comme les autres où prendront place de nombreuses plantes inhabituelles, de ces petites merveilles venues de contrées lointaines, d'îles aux senteurs exotiques et dont l'acclimatation est permise grâce aux courants chauds et à l'absence de grands gels sur les franges côtières.

Un écran est indispensable : il filtrera les vents les plus forts pour permettre aux plantes de bien s'établir, de s'ancrer solidement au sol pour résister ultérieurement même à des violentes tempêtes. Cet écran peut être provisoire (quelques années) ou même être dépassé ultérieurement par ses protégées. Attention, il ne s'agit pas de chercher à bloquer le vent par un rempart sans failles, tel un mur de pierre. Au contraire, ce type d'obstacle renvoie le vent verticalement et le fait retomber en fort tourbillon à une distance à peu près égale à deux fois la hauteur du mur. Les dégâts seront encore plus importants.

Les écrans

L'idéal est l'écran semi-perméable qui divise, apaise et distribue en fines filets la force des vents. Par exemple, une clôture de bois constituée de traverses de 2,5 cm, espacées de la même largeur, peut réduire de cinq fois la vitesse d'un vent sur une distance égale à quatre fois la hauteur. Ensuite, il faudra au vent trente à quarante fois la hauteur de cette barrière pour retrouver sa force initiale. Ainsi, on pourra calculer la distance optimale pour disposer un second brise-vent, en respectant pour sa construction le rapport idéal d'efficacité qui doit être de 60 % d'éléments solides pour 40 % de vide.

Les meilleurs écrans sont formés d'arbres, arbustes ou haies naturelles, que l'on double pour un certain temps de barrières amovibles (lattes de bois, filets plastiques, paillassons bien fixés...).

Une autre technique consiste à creuser une dépression, un encaissement dans le sol pour former un valloir naturel entre la mer et le jardin. Au creux de ce valloir qui peut avoir la forme d'un petit amphithéâtre

tourné vers la maison, les végétaux seront à l'abri et pourront garnir agréablement toute la pente.

Premier principe : sélectionner des plantes petites (en âge et en taille) habituées, si possible, au climat local. Une pépinière proche étant l'idéal si l'on souhaite

Par les plantes

Loin du fleurissement des ouvrages de quelques charlatans devenus phytothérapeutes par intérêt plus que par savoir, l'ouvrage que vient de réaliser l'Association du Reader's Digest fait un point précis sur les succès et les limites des traitements par les plantes.

Enfin, et cela se sent, avec un souci de sérieux scientifique et non le simple désir de flatter une mode tournée vers le naturel avec son corollaire d'habitudes opératoires financières, Secrets et Vertus des plantes médicinales est un ouvrage clair et précieux. A la fois flore pratique et traité médical, il comprend des recettes bien expliquées et une illustration remarquable, ce qui ne gâche rien. Pour ceux que la santé par les plantes intéresse, un livre excellent qui sort réellement du tas des pseudo-sciences dont on abuse et qui consomme depuis quelques années.

★ Secrets et Vertus des plantes médicinales. Édition du Reader's Digest. Prix : 100 F.

mettre en place des sujets plus importants.

Parmi les arbres, arbustes et plantes vivaces les possibilités sont vastes, mais il ne faut pas délaissé les bulbes, qui aiment les terres sablonneuses et résistent bien dans la mesure où leurs tiges ne sont pas trop hautes. De belles associations seront

réalisées avec chionodoxe, crocus, muscari, petits narcisses, scilles, tulipes, et des plantes tapissantes comme l'armeria, la cerastie ou le nepeta.

Il faut aussi songer aux bulbes d'été qui seront tous les ans au rendez-vous des vacances : agapanthe, amaryllis belladonna, cyclamen d'Europe, de Naples, orbulatum ou repandum, colchique, lis, jacinthe du Cap (Galtonia), et, pour les derniers beaux jours de l'été, nerine, stembergia et schizostylis.

Résister aux embruns

Un seul point noir en bord de mer : le poivrier. Les légumes exigents, en général, un sol profond, riche en humus, et peu de jardins maritimes apportent ces éléments. Certains végétaux résistent bien aux embruns comme les asperges, les choux, les fèves, les haricots et pois nains, les topinambours et le bien nommé mais peu connu chik, maris (crucifère maritime). Cultivé comme l'endive, on mangera ses jeunes pousses forcées à l'obscurité. Son goût est très particulier, quelque chose entre l'asperge et le chou-fleur. En tout cas, une expérience à tenter.

MICHELLE LAMONTAGNE.

Quelques adresses :

- Pépinières de Kérizel, 28250 Saint-Pol-de-Léon. Tél. : 02-97-10.
- Les Plantations modernes, rue du Fr-Saint-Denis, Paris.
- Delaunay, 18, route des Ponts-de-Cé, 49000 Angers. Tél. : 02-33-88.
- Emmanuel Lepage (plantes vivaces uniquement), B.P. 160, 49010 Angers Cedex. Tél. : 02-34-76.
- Nortene (spécialiste des filets protecteurs Netlon). Chez tous les marchands grainiers.

Signaler en outre de bons livres en anglais : *Secrets et Vertus* de Christine Kelsey (éd. Soufflet), et *Gardening by the sea*, de J.E.B. Brown (éd. Pan Piper).

Des Britanniques sur nos plates-bandes

Certains mauvais esprits disent que rien n'est de bien dans les jardins français hors les productions britanniques. Est-ce pour confirmer cette suprématie ou pour marquer d'une pierre verte le jubilé de leur souveraineté qu'une quarantaine de fabricants ont présenté à la presse une gamme importante d'outillage et de matériel divers qui sera utilisé dans notre pays ? Aucune de ces deux raisons n'est sans doute la bonne. Les fabricants britanniques souhaitent, plus prosaïquement, mieux s'implanter sur notre marché avec une production de qualité et qu'ils ont de plus longtemps adaptée à une clientèle exigeante et avertie.

Le charme du jardin de l'abbaye, qui étend ses superbes pelouses jusqu'à l'avenue Gabriel, jardin où S.M. Elizabeth II a planté, lors de ses visites, un cerisier et un Cingko. bilboa, les hôtesse en robes longues et chapeaux de Laura Ashley et les tentes blanches et rouges dominent à cette opération commerciale l'apparence d'une garden-party du plus pur style « old country ».

De nombreux modèles de serres (un foyer sur dix en possède une en Grande-Bretagne), mais aussi tous les petits gadgets qui simplifient la vie du jardinier (paillassage, liens, étiquettes, guide ruys d'arrosage, mousse synthétique pour les bouquets...).

objets pratiques vendus souvent en présentoir outre-Manche et jusqu'ici difficiles à trouver chez nous (Rainbow-Mat, 4, avenue Gabriel - Péri, 78860 Montesson, tél. : 01-37-00-01 et Auriol - Univercier, 44 bis, avenue Jean-Jaurès, 93500 Pantin, tél. : 01-43-03-07). Bien sûr, des tondeuses, ces splendides machines à lames hélicoïdales qui font les gazons anglais mais nécessitent un passage au moins hebdomadaire (Wolseley - Webb, étab. Saelen, 512, avenue de Dunkerque, 59130 Lambart, tél. : 02-14-83).

Malgré leur climat, les Britanniques connaissent bien les mille et un problèmes de l'arrosage (Hozelock, société Cidei, 207, bd Voltaire, 75011 Paris, tél. : 01-37-50-00), des pompes et jets d'eau (Elsaworth, société Cidei), ou de l'éclairage automatique d'eau aux jeunes semis et boutures grâce au nouveau germinoir « Pop » (Pots - Wilmit, 71-73, avenue des Ternes, 75017 Paris, tél. : 01-78-53-40).

Mais le plus bel objet de cette présentation reste pour moi l'extraordinaire parasol d'origine italienne, hélas ! très cher, de Barlow Tyrie. En revanche, je laisserai sans remords outre-Manche quelques hideux petits nains et vasques en plastique moulé, dont l'apport à l'embellissement des jardins français ne m'apparaît pas essentiel. Heureusement la laideur, dit-on, se vend mal ! M. L.

Trouvailles

Maison

ISOLATION RÉFLÉCHIE

Sans attendre que la bise soit revenue, il faut se préoccuper de résoudre les problèmes d'isolation thermique. Un nouveau matériau ultra-léger est composé d'un film plastique métallisé, collé sur une fine couche de mousse alvéolaire de polyester. L'originalité de cet isolant est d'agir par réflexion du rayonnement thermique vers le centre de la pièce. Les parois ainsi protégées s'opposent à l'échappée des calories vers l'extérieur. Ce « Réflectène » se découpe et se colle ou s'agrafe soit sur toiture, soit sur les murs. Il est vendu en rouleau, simple ou double face métallisée (15,60 ou 20 francs le mètre carré) ou en galettes de calorifugeage pour les canalisations.

★ « Réflectène », Trisol, en vente dans les grands magasins, magasins de bricolage, drogueries et quincailleries.

GUÉRISON DU BOIS

Le bois a besoin d'être nourri pour éviter tout dessèchement. Une nouvelle cire, spécialement conçue pour les meubles anciens, protège également des parasites du bois. Elle est composée de cire, de thérbenthine et d'un produit antiparasitaire, ce mélange prévenant la moisissure du bois ou le traitant en le désinfectant jusqu'au cœur.

Un meuble ancien très attaqué par les parasites sera traité, le premier mois, par une application de cire une fois par semaine et, ensuite, deux fois par an. À titre préventif, le bois sera entretenu deux fois par an.

★ Cire Abeille « antiparasitaire », le flacon 300 cc, 11 F. Dans les drogueries et magasins de grande surface.

Table

TOUT EN VERRE

Pour servir des boissons chaudes ou glacées, Pyrex vient de sortir toute une gamme de verseuses en verre fin et transparent. Ces récipients sont prévus pour contenir des liquides, mais ils peuvent être mis au contact d'une flamme ou sur une plaque électrique. Ils sont intéressants par leur forme, étudiée en fonction de la boisson à servir : pour le café, quatre tailles de verseuses de ligne tropique, avec anse en plastique de couleur (de 18 à 26 francs environ). Un pot à lait et un pot à jus de fruits, d'un litre de contenance, ont une forme cylindrique et leur diamètre facilite le rangement dans le balconnet du réfrigérateur (14 francs). Deux carafes ventrues, de style bistrot, permettent d'apporter sur la table l'eau fraîche et le vin.

★ Pyrex, en vente dans les grands magasins, grandes surfaces et boutiques d'accessoires de la table.

Gadget

FIL FACILE

Plus besoin d'enfiler et de tirer l'aiguille pour recoudre un bouton. Lasso le fait en deux temps, trois mouvements grâce à un fil en polymide qui forme aiguille et comprend son propre système de fermeture. Une clef à pointe perce les cuirs, les imperméables ou les cirés. La boîte de Lasso contient trente « fils » en blanc, en beige et en noir.

Elle vient de sortir à la Samaritaine et a été retenue pour leur catalogue d'hiver par les 3-Suisses et la Blanche Porte, qui seront distribués dans les kiosques à journaux au début du mois d'octobre.

Mode

TRICOT COTON

Si vous n'avez pas pu dénicher le tricot de coton amusant que vous cherchiez avant les vacances, en voilà un à réaliser en deux après-midi de plage. Il s'agit d'un chandail à grande encolure en pointe, épaules surbaissées et manches aérées resserrées au poignet, dans un gros fil de velours coton.

Pour avoir le patron, envoyez une enveloppe timbrée à votre nom au CHAT BOTTE, 36, av. Hoche, 75008 Paris.

LE STYLISTE DU PRÊT-A-PORTER MASCULIN

Sergio Grimm

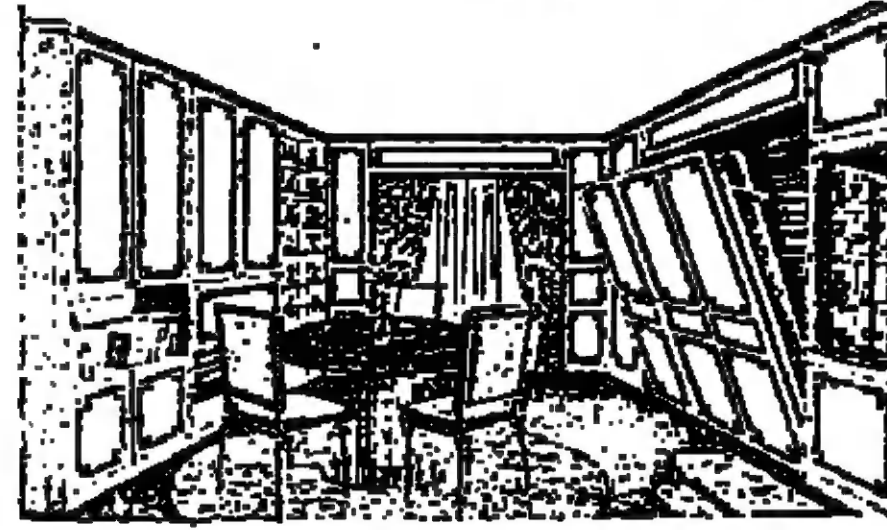
GROSSISTE

108, rue Oberkampf, 75011 PARIS

357-33-92

GAGNEZ une pièce avec LE LIT ABATTABLE CHARRON

OUVREZ EN AOÛT



Maniement sans effort. Litte toujours en place, se fait en 90 ou 140, en contemporain et dans tous les styles. 15 finitions différentes, documentation gratuite.

CHARRON
3 ter bd de Charonne
75011 PARIS
Métro : NATION
Tél. : 373-15-35

THIAIS : Centre Commercial de BELLE-ÉPINE - VELIZY : Centre Commercial VELIZY II LIVRAISON DANS TOUTE LA FRANCE Adresse de nos commissionnaires voir ci-dessous

**BARLOW
TYRIE**
555 28 24

9 avenue de la Motte-Picquet
75007

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

La grève des services informatiques du Crédit lyonnais Un simple mouvement catégoriel ?

Que se passe-t-il au Crédit lyonnais ? Une fois de plus, deux centres informatiques de cette banque, situés à Paris (2^e), derrière le siège de l'établissement, l'autre à Limell-Brevannes, dans le Val-de-Marne, sont pratiquement paralysés, depuis le mardi 12 juillet, par une grève du personnel. Le premier de ces centres compte quelque quatre-vingts salariés, le second — de loin le plus important — environ cent cinquante. Dans les deux cas, plus de 80 % des opérateurs des services concernés ont décidé de se croiser les bras « jusqu'à la satisfaction des revendications ».

A Limell, le personnel occupe les locaux. Les revendications doivent être reçues lundi 18 par ceux de la direction. Les salariés, le second — de loin le plus important — environ cent cinquante. Dans les deux cas, plus de 80 % des opérateurs des services concernés ont décidé de se croiser les bras « jusqu'à la satisfaction des revendications ».

Ce mouvement annonce-t-il une nouvelle révolte des « cols blancs » ? Il succède à celui qui, depuis fin juin, avait déjà perturbé fortement les centres informatiques de la région parisienne et à un autre conflit qui avait, au début de juillet, bloqué les opérations bancaires des sept cents agences de la région lyonnaise. Pourtant, le personnel avait décidé de reprendre le travail, après s'être prononcé, en fin de semaine — à la majorité des présents — en faveur d'un protocole d'accord, accepté notamment par le délégué national F.O. du Crédit lyonnais. Mais, lundi 11 juillet, une fois rentrée la totalité de l'effectif des informaticiens, la « base » réagit brusquement, délaissant tout intérêt aux propositions de la direction.

Celle-ci avait accepté que des discussions s'ouvrent dans l'immédiat sur divers éléments du cahier revendicatif, mais non sur ce qui constitue la toile de fond de ce conflit : l'accord informatique de 1975. Sur ce point, les dirigeants de la seconde banque nationalisée de France ne fixaient aucun calendrier, se bornant à promettre que des négociations auraient lieu au plus tard le 15 novembre. Enfin, et ce fut le point principal formulé par les grévistes, — les patrons du Crédit lyonnais n'acceptaient de payer le rattrapage des heures de grève que sous forme d'heures supplémentaires, effectuées le samedi. Au centre de Limell, régi par le système des « trois-huit », cette « base » réagit, qui comporte une majorité de jeunes et de femmes, a dit non. Les dirigeants C.G.T., C.F.D.T. et même F.O. n'ont pu que suivre l'avis de leurs mandataires, qui ont décidé de mener la rue Ménéard — où l'on travaille au rythme des « trois-huit » par roulements hebdomadaires — à la suite par solidarité, et parce qu'il s'agit de la grève de l'informaticien. Entre-temps, la direction avait demandé en référé l'évacuation du personnel, qui, depuis le 28 juin, occupait les locaux des pupitres et des ordinateurs, point névralgique entre tous, reliant le « téléprocès » du centre de Limell aux terminaux situés dans les nombreuses agences de la région parisienne.

Un ordinateur égale dix employés

À première vue, ce nouveau conflit, comme celui des trois centres de la banque de Lyon, semble purement catégoriel. Les revendications portent sur la révision de l'annexe 5 de l'accord d'établissement, qui concerne le service informatique. Des problèmes de coefficients, de garanties de salaires et de promotions. Les employés effectuent désormais dans ces services une sorte de stage, et leur carrière n'est que provisoirement valorisée par ce séjour auprès du « cerveau » de la banque. Ils voudraient conserver, au sortir de cette prestation, les avantages acquis. Ils récla-

ment surtout l'intégration dans leur salaire des primes versées à ce titre. « Comme presque tout le monde espère plus ou moins passer un jour par l'informatique, nous disons l'un de ces employés, c'est l'ensemble du personnel bancaire qui est concerné. Le premier de ces centres compte quelque quatre-vingts salariés, le second — de loin le plus important — environ cent cinquante. Dans les deux cas, plus de 80 % des opérateurs des services concernés ont décidé de se croiser les bras « jusqu'à la satisfaction des revendications ».

On est loin, certes, des revendications collectives qui avaient provoqué le grand « mai des banques » en 1974. Pourtant, derrière cette « grève-thrombose », apparaît en filigrane une lutte plus sourde contre les derniers développements du plan de restructuration du Crédit lyonnais, c'est-à-dire le nouveau plan informatique. Pour la direction, c'est là une évolution inévitable : il s'agit d'uniformiser le système d'information de la banque pour améliorer aussi bien sa gestion que le service de la clientèle et « humaniser » les conditions de travail du personnel.

Pour les syndicats, C.G.T. et C.F.D.T. surtout, ce plan viserait en réalité à augmenter encore les profits en diminuant, en particulier, la part des frais de personnel dans les frais généraux. C'est ainsi que, au centre du Crédit lyonnais de la République à Paris, le personnel va de section en section pour constater que les filières de traitement de l'établissement, dans le même temps, ajoutent les syndicats, les banquiers se référant au plan Brevannes, le plus possible aux revendications et s'approprient à des suppressions de

ÉNERGIE

LA CONSOMMATION FRANÇAISE DE PRODUITS PÉTROLIERS A DIMINUÉ DE 10,9 % EN QUATRE ANS

Le mauvais temps qui a sévi un peu partout en France au cours du mois de juin a entraîné une forte augmentation de la consommation de fuel domestique (78,4 % par rapport à juin 1976) — et une baisse de celle des carburants (—3,7 % d'une année sur l'autre). Ces mouvements, dus aux conditions climatiques, n'ont eu cependant qu'une influence marginale sur le volume de la consommation de produits pétroliers en France depuis le début de l'année. Celle-ci a diminué de 2,9 % au cours du premier semestre, par rapport à la période correspondante de 1976.

La consommation de carburant (8,1 millions de tonnes) a augmenté de 1,8 %, celle de gasoil (4 millions de tonnes), de 7,5 %, et celle de fuel domestique (17 millions de tonnes), de 0,5 %. En revanche, les livraisons de fuel lourd aux industries ont diminué de 1,5 % (9,25 millions de tonnes), et celles aux centrales de l'E.D.F. de 2,4 % (5,3 millions de tonnes).

Si l'on compare les résultats de ce premier semestre 1977 à ceux des six premiers mois de 1976, c'est-à-dire avant la crise pétrolière, on s'aperçoit que la consommation d'énergie a eu une influence non négligeable sur la consommation du fuel domestique, qui a diminué en quatre ans de 20,2 %, la baisse constatée sur les ventes de fuel lourd aux industries (—23,6 %) et aux centrales d'E.D.F. (—15,7 %) est due partie aux économies d'énergie et partie au renforcement de l'activité économique. Les automobilistes ont été particulièrement raisonnables puisqu'en quatre ans la consommation de carburant a progressé de 0,7 % et celle de gasoil de 2,6 %, ce dernier pourcentage s'expliquant par le développement des véhicules à moteur Diesel.

En total, la consommation française de produits pétroliers a diminué de 10,9 % en quatre ans. C'est un résultat non négligeable.

AGRICULTURE

Pomme de terre : rien n'est simple...

Décidément, les pommes de terre auront fait couler beaucoup d'encre ces derniers mois. Les producteurs se sont d'abord lamentés sur l'état des récoltes après la sécheresse de l'an dernier. Les consommateurs se sont ensuite inquiétés de payer trois à quatre fois plus cher des tubercules de médiocre qualité. Les pouvoirs publics ont alors décidé de faire importer des pommes de terre des États-Unis. Ces tubercules ne se sont pas révélés être du goût des ménagères françaises, qui les ont bouddées. Résultat : elles ne se sont pas vendues. Elles ont été stockées quelques mois, puis il a bien fallu les mettre à la décharge publique. Ici et là, on s'en est indigné.

Il faut dire aussi que, pendant ce temps, la récolte française ne s'était pas révélée aussi médiocre que les producteurs l'avaient annoncé. Les cours avaient d'ailleurs tendance à s'effondrer. Les pouvoirs publics durent donc « inventer » d'urgence un mécanisme pour éviter que les prix ne baissent trop à la production. Manifestement, cela ne devait pas être suffisant, car quelques changements de pommes de terre importées ont été répandus sur la chaussée par des agriculteurs mécontents. Cela fut sans conséquence pour les ménagères, car on avait « oublié » de répercuter au

détail les baisses à la production. Elles en avaient pris leur parti : 1977 avait, quoi qu'on en dise, quoi qu'on en fasse, une année de fruits et légumes chers. Rien n'est simple.

Et voilà que les Néerlandais s'en sont mêlés. Parce que les d'ouanes les empêchaient d'exporter en France leurs pommes de terre, qui ne sont pourtant pas chères. Indignés, ils ont demandé à la Commission de Bruxelles d'intervenir. Pressé de s'exprimer, Paris a répondu évasivement. Bruxelles s'est lâché. La France a été sommée, le 13 juillet, de mettre fin à la pratique des prix minima garantis aux producteurs, qui est contraire à la liberté des échanges commerciaux au sein du Marché commun. Si la France n'a pas obtempéré d'ici un mois, elle sera citée devant la Cour européenne de justice à Luxembourg. Ah mais !

La collée européenne a parfois de ses colères. Parions tout de même que le délai d'un mois sera mis utilement à profit. Les producteurs feront sûrement la démonstration de leur grave situation économique et financière. Et les pouvoirs publics pourront imaginer de nouvelles formules pour les protéger. Tandis que les prix des pommes de terre resteront naturellement élevés sur les étals. — A. G.

AFFAIRES

M. Giuseppe Medici est nommé président de Montedison

De notre correspondant

Rome. — Pour remplacer M. Eugenio Cefis à la présidence de Montedison, les actionnaires du premier groupe pétro-chimique italien viennent de prendre une décision inattendue. Ils ont nommé à la présidence M. Giuseppe Medici, en prenant soin de préciser — comme si cela n'allait pas de soi — qu'il héritait de tous les pouvoirs de son prédécesseur.

M. Medici sera-t-il un simple « président balnéaire », comme le pensent un certain nombre d'observateurs ? Le fait est que cet ancien ministre démocrate-chrétien doit sa nomination à un désaccord entre les grands actionnaires représentants des capitaux publics et privés, qui ne parvenaient pas à choisir entre les trois principaux candidats : MM. Leopoldo Medugno, Giorgio Manzoni et Alberto Grandi. Ce dernier restera vice-président de Montedison, dont l'équipe dirigeante est pratiquement inchangée. Quant à M. Medici (ENI), on soupçonne à lui confier la présidence d'une nouvelle société financière regroupant tous les capitaux publics du groupe. Toutefois, ce dernier choix risque d'être aussi difficile que le premier, car les intérêts en jeu sont considérables. — R.S.

Le groupe Montedison est le premier groupe chimique italien de la septième dans le monde. Outre la pétrochimie de base et

A L'ÉTRANGER

LE GOUVERNEMENT BELGE COMPTE RENOUVELER SON AIDE À LA SIDÉRURGIE

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Le climat économique de la Belgique est plus sombre qu'on ne le pense dans le pays, et la situation dans plusieurs secteurs peut même être considérée comme alarmante. Selon le nouveau ministre des Affaires économiques, M. Willy Claes, depuis plusieurs mois l'activité économique stagne, le chômage augmente, et il semble difficile de maintenir l'inflation en dessous de 8 % pour l'année. Depuis l'automne 1976, a précisé M. Claes, l'économie belge vit au rythme de la « douche écossaise » avec de courtes périodes de reprise aussitôt suivies de petites récessions. Le ministre a souligné l'insuffisance des investissements privés et les difficultés de plusieurs secteurs industriels, notamment la sidérurgie, le textile et le papier. Le gouvernement envisage notamment de renouveler en 1978 l'aide de 10 milliards de francs belges accordée en 1977 à la sidérurgie. — P. de V.

En Italie, les prix à la consommation ont augmenté de 0,9 % en juin contre 1,3 % en mai. Depuis le début de 1977, la hausse s'établit à 8,5 %. — (A.F.P.)

les matières plastiques, la Montedison est présente dans les produits chimiques pour l'agriculture et l'industrie, les produits pharmaceutiques, le secteur textile, l'industrie mécanique et électromécanique, la distribution (chaîne des grands magasins « Standa »), le secteur financier et les assurances, et même l'édition (quotidien *Il Messaggero*).

Déjà en 1967 à Sassuolo (Emilie-Romagne), M. Giuseppe Medici enseignait pendant de longues années à l'université de Rome l'économie agricole, politique et financière. Il occupa un siège au Sénat de 1968 à 1976 et plusieurs postes ministériels au cours de sa carrière politique : agriculture, budget, instruction publique, affaires étrangères en 1968 (gouvernement Leone) et 1972 (gouvernement Andreotti).

Fermeture de l'usine Montefibre dans les Vosges

Une des usines du groupe Montefibre, de Saint-Nabord, dans les Vosges, va fermer ses portes le 3 septembre prochain pour une durée indéterminée. L'usine, qui produit des fibres chimiques et synthétiques, est l'une des plus modernes d'Europe. Elle emploie mille trente-neuf personnes. L'indemnité de Montefibre Saint-Nabord a été rendue publique par la direction départementale de la main-d'œuvre et les pouvoirs publics de la région afin d'éclaircir la situation de l'entreprise et de trouver éventuellement des solutions.

LA BANQUE LECLERC DE GENÈVE VA REPRENDRE SES ACTIVITÉS

La Cour de justice de Genève a accordé, le 13 juillet, un sursis concordataire de six mois à la banque Leclerc et Compagnie, de Genève, qui va ainsi reprendre ses activités après deux mois d'interruption, sous le contrôle de trois commissaires. Les juges ont estimé que le rachat, intervenu le 7 juillet, de la clientèle et du siège de la banque Leclerc par la société bancaire Barclays Suisse S.A. permettait de rembourser intégralement les créanciers.

La banque Leclerc se trouvait en « position difficile en raison de certains engagements pris personnellement par l'un des associés, M. Robert Leclerc, et le procureur général de Genève vient d'ouvrir une information à ce sujet. — (A.F.P.)

Le groupe britannique Rowntree Macintosh a indiqué qu'il lancera une offre publique d'achat pour prendre le contrôle de la chocolaterie française Lanvin (Le Monde du 14 juillet). L'offre sera de 370 F par action, ce qui porte le montant total de l'opération à 16,3 millions de francs. La direction de Lanvin recommande cette offre aux actionnaires.

SYNDICATS

Après la fusillade de Reims

LA C.G.T. REPREND LA MAJORITÉ A LA C.F.T.

A L'USINE CITROËN

La C.G.T. a remporté un très net succès aux élections des délégués du personnel à l'usine Citroën de Reims, le 12 juillet. M. Alzar, secrétaire exécutif de la commission économique pour l'Asie occidentale des Nations unies. Les réserves internationales des pays producteurs de pétrole, a-t-il précisé, ont continué de progresser pour atteindre, à la fin de 1976, 37,5 milliards de dollars contre 30,9 fin 1975. — (A.F.P.)

En Grande-Bretagne, le déficit de la balance commerciale s'est élevé à 287 millions de livres sterling en juin contre 251 millions en mai et 322 millions en juin 1976. Les exportations ont atteint 3,781 milliards (+ 8,6 % en un mois) et les importations 3,968 milliards (+ 7,8 %), dans 250 millions de matériel pétrolier. La balance des paiements courants a été déficitaire de 87 millions de livres en juin, au lieu de 31 millions en mai. — (A.F.P.)

La production de pétrole brut de la Chine a augmenté de 10 % au cours du premier semestre de 1977, indique l'agence Chine nouvelle, qui ne donne toutefois aucun chiffre de tonnage. — (A.F.P.)

Conjoncture

Moins de délaissances d'entreprises en mai. — Selon les données du Bulletin officiel des annonces commerciales (BODAC), et après correction des variations saisonnières, le nombre des jugements de délaissances prononcés en mai s'est élevé à 935, chiffre nettement en retrait par rapport à ceux d'avril (1 308) et de mars (1 136). En revanche, le nombre des dépôts de bilan enregistrés par le tribunal de commerce de Paris atteint 111, contre 99 en avril et 89 en mars. Le total cumulé sur les cinq premiers mois (493) est supérieur de 17,6 % au chiffre correspondant de 1976 (384). Pour l'ensemble des tribunaux de commerce de Bordeaux, Marseille, Nice, Lyon et Lille, le nombre des dépôts de bilan a mal résisté élevé (61), sensiblement supérieur à la moyenne de 1976 (50).

Le taux d'intérêt des eurodevises

FAITS ET CHIFFRES

Économies étrangères

L'Arabie Saoudite, le Koweït, l'Irak, le Qatar et Abou-Dhabi ont investi 38,6 milliards de dollars, de 1974 à 1976, dans les pays industrialisés et les industries nationales.

En 1976, les investissements étrangers en Arabie Saoudite ont atteint 3,781 milliards (+ 8,6 % en un mois) et les importations 3,968 milliards (+ 7,8 %), dans 250 millions de matériel pétrolier. La balance des paiements courants a été déficitaire de 87 millions de livres en juin, au lieu de 31 millions en mai. — (A.F.P.)

En Grande-Bretagne, le déficit de la balance commerciale s'est élevé à 287 millions de livres sterling en juin contre 251 millions en mai et 322 millions en juin 1976. Les exportations ont atteint 3,781 milliards (+ 8,6 % en un mois) et les importations 3,968 milliards (+ 7,8 %), dans 250 millions de matériel pétrolier. La balance des paiements courants a été déficitaire de 87 millions de livres en juin, au lieu de 31 millions en mai. — (A.F.P.)

La production de pétrole brut de la Chine a augmenté de 10 % au cours du premier semestre de 1977, indique l'agence Chine nouvelle, qui ne donne toutefois aucun chiffre de tonnage. — (A.F.P.)

Industrie

La société CIT-Alcatel (du groupe C.G.E.) vient de conclure un accord de coopération industrielle et commerciale avec la firme allemande Mannesmann, installée dans la fabrication de machines-outils. Il s'agit pour CIT-Alcatel de compléter son catalogue de produits et le secteur des outils afin d'être présent sur l'ensemble du marché des machines-outils pour l'automobile.

Siemens aux États-Unis. — Le groupe allemand Siemens et la firme américaine Allis-Chalmers Corp. viennent de créer une société commune — Siemens Allis Inc. — qui fabriquera des équipements électriques aux États-Unis.

Siemens devrait investir dans un premier temps 15 millions de dollars dans cette société (soit 20 % du capital de Siemens Allis). Dans un deuxième temps, le groupe prendra une option sur 30 % supplémentaires du capital de Siemens Allis (soit 25 millions de dollars).

Prix

Lutte contre l'inflation. — Cent dix procès-verbaux ont été établis intéressant les débits de boissons, les hôtels, les restaurants et les terrasses de camping au cours de vérifications réalisées les 8, 9 et 10 juillet dans les localités touristiques de la côte normande. Toutefois, selon le ministre de l'économie et des finances, la grande majorité des professionnels respectent la réglementation des prix et les règles de publicité des prix.

Le taux d'intérêt des eurodevises

Le taux d'intérêt des eurodevises

Fiscalité

L'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie a émis une proposition d'impôt différentiel qui a été faite au rapport du Conseil des impôts à l'Assemblée. L'A.F.C.C. a les extrapolations suscitées par certains commentaires superficiels, à la limite parfois d'une mauvaise foi inadmissible, tendant à créer un climat de suspicion entre l'opinion publique et le monde de l'entreprise. Les entreprises trouveraient plus de raison d'espérer, d'entreprendre et donc de risquer si les justiciers abandonnaient un tout petit peu le style de procureur en élargissant les statistiques à confection.

Industrie

La société CIT-Alcatel (du groupe C.G.E.) vient de conclure un accord de coopération industrielle et commerciale avec la firme allemande Mannesmann, installée dans la fabrication de machines-outils. Il s'agit pour CIT-Alcatel de compléter son catalogue de produits et le secteur des outils afin d'être présent sur l'ensemble du marché des machines-outils pour l'automobile.

Siemens aux États-Unis. — Le groupe allemand Siemens et la firme américaine Allis-Chalmers Corp. viennent de créer une société commune — Siemens Allis Inc. — qui fabriquera des équipements électriques aux États-Unis.

Siemens devrait investir dans un premier temps 15 millions de dollars dans cette société (soit 20 % du capital de Siemens Allis). Dans un deuxième temps, le groupe prendra une option sur 30 % supplémentaires du capital de Siemens Allis (soit 25 millions de dollars).

Prix

Lutte contre l'inflation. — Cent dix procès-verbaux ont été établis intéressant les débits de boissons, les hôtels, les restaurants et les terrasses de camping au cours de vérifications réalisées les 8, 9 et 10 juillet dans les localités touristiques de la côte normande. Toutefois, selon le ministre de l'économie et des finances, la grande majorité des professionnels respectent la réglementation des prix et les règles de publicité des prix.

Le taux d'intérêt des eurodevises

Le taux d'intérêt des eurodevises

	Dollars	Deutchmarks	Fr. suisses	Fr. français
45 heures...	4 1/8 5 7/8	3 1/2 4 1/2	1 1/2 2 1/2	— —
1 mois...	5 3/8 6 1/8	3 3/8 4 1/8	2 3/8 3 1/8	— —
3 mois...	5 1/2 6 1/4	3 1/4 4 1/4	2 1/4 3 1/4	— —

OFFICIERS MINISTÉRIELS

et ventes

par adjudications

Cabinet de la S.C.P. BOUTON, LAMBERT, CEANTRE, SOREL, avocats à BOURGES (Cher), 3, rue Eugène-Zola, 100 24-26-28. VENTE aux SAIS. TMOB. En l'aud. des criés du Trib. de Gde Inst. de BOURGES, au Pal. de Just. de ladite ville, le 26 juillet 1977, à 9 heures, d'UNE

PROPRIÉTÉ RURALE

d'environ 90 ha 91 a 32 ca.

sise communes de VESDUN et

EPINEUIL-LE-FLEURIEL (Cher)

Contient : Gde mai. de maîtrise avec diverses dépendances, jardins et parc. Bâtim. de ferme avec maison du fermier, granges, dépendances et terres. sur la mise à prix de 200.000 F

27/12/1950

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AMÉRIQUES
- 2-3. AFRIQUE
3. ASIE
4. DIPLOMATIE
4. DROITS DE L'HOMME
4. PROCHE-ORIENT
5. LA FÊTE DU 14 JUILLET
6. LE MONDE DE L'ÉTÉ
- FEUILLETON : Les Évolutions, par Witold Gombrowicz.

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS
PAGES 7 A 11

- VACANCES EN FRANCE : Des châteaux en Auvergne.
- AU FIL DES EAUX : Ces plages où l'on prend des vacances.
- MODÈS DU TEMPS : Jardins face au large.
- JEUX : Jeunes : Bridge ; Dames ; Scrabble.

- 12-13. ARTS ET SPECTACLES
15. SOCIÉTÉ
16. RELIGION
16. ÉDUCATION
17. SPORTS
17. JUSTICE
17. ÉQUIPEMENT
18. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (14)
Annonces classées (15)
Aujourd'hui (15) ; Carnet (15)
Loto (14) ; Météorologie (14)
Mots croisés (14) ; Soudes (15)

L'affaire Berardi

UN « COMITÉ DÉMOCRATIQUE ET ANTIFASCISTE » INVITE À BOLOGNE LES INTELLECTUELS FRANÇAIS

(De notre correspondant.)

Rome. — Le « comité démocratique et antifasciste » de Bologne, qui a réuni le 13 juillet dans la capitale de l'Emilie-Romagne, a jugé « surprenantes » les déclarations d'un groupe d'intellectuels français sur la répression en Italie de la dissidence et de la liberté, est une véritable fausseté.

Le comité — qui réunit des représentants des partis, des syndicats, de la province, de la municipalité, des organisations de jeunesse et des partisans — affirme : « Une telle présentation de la réalité italienne et locale, faite au nom de la défense du droit à la dissidence et de la liberté, est une véritable fausseté. »

Ses membres invitent donc les intellectuels français — comme l'a déjà fait le maire dans sa déclaration au Monde — à se rendre à Bologne « pour vérifier directement quelle est la situation réelle » et pour rencontrer les représentants des organisations qui en font partie, pour discuter et se confronter avec eux : « La construction d'une Europe renouée, progressant juridiquement et socialement, requiert-elle, dépend aussi de la multiplication des rencontres et des confrontations entre les forces démocratiques des divers pays du continent. »

Pour sa part, M. Riccardo Lombardi, qui dirige le courant de gauche du parti socialiste, juge « absolument aberrant » le communiqué des intellectuels français, bien qu'il ait lui-même signé un appel contre l'extradition de Francesco Berardi. — R. S.

(M. Felix Guattari nous a déclaré, à ce propos, que ses amis et lui-même souhaitaient un tel débat et se rendraient volontiers à Bologne et France Berardi participait à cette rencontre.)

● Une jeune touriste anglaise assassinée. — Une jeune touriste anglaise, Fiona Topham, âgée de dix-huit ans, a été découverte assassinée dimanche après-midi 10 juillet, dans les bois de la Madeleine, à Chevreuse (Yvelines). La jeune fille, qui était arrivée à Paris, gare du Nord, le mardi 5 juillet, à 18 heures, avait dû dans la soirée, à 23 heures, prendre un autre train, gare de Lyon, où elle devait séjourner chez des amis de sa famille. Inquiète de ne pas la voir arriver, ceux-ci avaient alerté la police. Après la découverte du corps d'une jeune fille, violée et étranglée, dimanche dernier à Chevreuse, les policiers de Versailles avaient convoqué les parents de la jeune fille, qui ont identifié, mercredi 13 juillet, le cadavre de leur enfant.

Quinze attentats ont été commis en une nuit en Corse

Quinze attentats à l'explosif ont été commis en Corse, au cours de la nuit du 14 au 15 juillet. La plupart ont visé des gendarmes (Colonna, Vescovali, Folletti, Prunelli di Fiumorbo) ainsi que des installations agricoles appartenant à des propriétaires d'Afrique du Nord. Ont été également visés les bureaux de la chambre d'agriculture, de l'inspection académique et de la recette perception de Bastia, ainsi que l'appartement d'un promoteur immobilier à Regno, près de Calvi.

Aucune organisation n'avait, ce vendredi en fin de matinée, revendiqué cette série d'attentats, qui surviennent après une période de calme relatif. Il n'y a pas de victimes, mais les dégâts matériels sont importants. Les enquêteurs pensent qu'il s'agit d'une action décidée et réalisée par une organisation clandestine parfaitement structurée. Cette organisation ne pourrait être, selon les mêmes milieux, que le Front de libération national corse. Ce dernier avait signalé sa naissance, le 5 mai 1976, par une série d'attentats dirigés contre les bâtiments administratifs et des propriétés appartenant soit à des militaires, soit à des agriculteurs rapatriés d'Algérie. Le 15 juillet 1976, aux premières heures de la matinée, il avait également commis une dizaine

d'attentats à l'explosif. Dans une déclaration faite à la presse, le 9 mai 1977, le F.L.N.C. avait manifesté son intention de déclencher des opérations de type militaire à travers la Corse.

On relève néanmoins que ni les centres touristiques ni les villages de vacances n'ont été visés, au cours des attentats commis dans la nuit du 14 au 15 juillet. Les touristes, nombreux en Corse en ce moment, ne paraissent pas perturbés par ces actes de violence.

En visite au Portugal

M. FAUVET EST REÇU PAR M. SOARES

En visite au Portugal, M. Jacques Fauvet, directeur du Monde, a été reçu, le jeudi 14 juillet, par M. Mario Soares, premier ministre et secrétaire général du parti socialiste portugais.

M. Fauvet s'était successivement entretenu dans la journée avec M. Álvaro Cunhal, secrétaire général du parti communiste, le commandant Melo Antas, membre du Conseil de la révolution, et avec M. Freitas do Amaral et M. Sá Carneiro, respectivement présidents du Centre démocratique et social (C.D.S.) et du parti social-démocrate.

A l'initiative des socialistes

QUATRE GROUPES PARLEMENTAIRES SEULEMENT POURRAIENT ÊTRE CONSTITUÉS EN ESPAGNE

Madrid (A.F.P.). — La Chambre des députés a adopté, jeudi 14 juillet, une proposition de loi déposée par le parti socialiste ouvrier fixant à quinze le nombre minimum de députés nécessaires pour former un groupe parlementaire. Le texte a obtenu 263 voix contre 61 et 10 bulletins blancs. Aux termes de la nouvelle loi, quatre groupes seulement pourraient se constituer à la Chambre : l'Union du centre (186 sièges), le parti socialiste ouvrier (118), le parti communiste (20) et l'Alliance populaire (droite, 16).

Le parti communiste, l'Alliance populaire et les mouvements autonomistes basques et catalans avaient proposé, au contraire, que l'effectif minimum d'un groupe parlementaire soit de cinq députés. Les communistes, en particulier, ont vivement critiqué l'initiative des socialistes, estimant que ces derniers veulent « imposer une dictature parlementaire » et « créer en Espagne un système parlementaire bipartite ». « Nous n'avons pas rejeté le système des pays de l'Est pour adopter celui de Bonn », a notamment déclaré M. Marcelino Camacho, député communiste et dirigeant des Commissions ouvrières.

Une lettre de M. McNamara à M. Blumenthal

La Banque mondiale refusera les crédits américains si le Congrès lie leur utilisation au respect des droits de l'homme dans plusieurs pays

M. McNamara, président de la Banque mondiale, a informé Washington que cet organisme refusera toute contribution des États-Unis si le Congrès vote une loi interdisant l'utilisation de fonds américains pour des prêts au Vietnam, au Cambodge, à l'Ouganda, à l'Angola, au Mozambique et à Cuba.

Dans une lettre adressée le 5 juillet à M. Blumenthal, secrétaire au Trésor, et que citent les Los Angeles Times et le New York Times, M. McNamara indique que, si le projet de loi était voté, l'Association pour le développement international, organisme spécialisé dans les prêts aux pays pauvres, et dont 30 % des fonds sont versés par Washington, devrait suspendre ses opérations. Selon un haut fonctionnaire du Trésor, cité par les Los Angeles Times, un rejet par la Banque mondiale d'une contribution financière américaine assortie de conditions politiques amènerait sans doute d'autres institutions telles que la Banque interaméricaine de développement et la Banque asiatique de développement à adopter une semblable position.

Si le président des États-Unis attache une grande importance au problème des droits de l'homme, il refuse de lier au respect de ces droits l'utilisation de crédits américains par la Banque mondiale et les organisations spécialisées. En revanche, le Congrès des représentants à clairement indiqué, en juin, son refus de voir les crédits américains se diriger vers des sept pays déjà cités et dans lesquels les droits de l'homme sont battus, selon la majorité des représentants.

M. Carter fait actuellement pression sur le Congrès afin qu'il adopte le projet de loi qu'il avait été rédigé par le gouvernement.

Cette affaire ne concerne pas seulement les relations entre la Banque mondiale et les États-Unis, et les rapports entre M. Carter et son Congrès. Elle conditionne aussi en grande partie la normalisation des relations entre Washington et Hanoi, et plus immédiatement la reprise des conversations américano-vietnamiennes. Lors des entretiens qui se sont déroulés à Paris le mois dernier, les Vietnamiens ont, croyons-nous, indiqué à leurs interlocuteurs que, si l'établissement de relations diplomatiques était lié à une attribution de crédits à la reconstruction, Hanoi ferait, en revanche, preuve d'une grande souplesse en ce qui concerne les modalités de versement de cette aide.

M. Phan Hien, vice-ministre vietnamien des affaires étrangères, aurait en particulier déclaré que les crédits pourraient être accordés par le biais d'organisations financières internationales. M. McNamara, l'un des artisans de la guerre du Vietnam, vient donc aujourd'hui de façon paradoxale à la rescousse de cette aide. Mais aussi du président Carter.

La T.V.A. et les importations d'acier aux États-Unis

LE TRIBUNAL FÉDÉRAL DES DOUANES REJETTE UNE REQUÊTE DE LA FIRME U.S. STEEL

Washington (A.F.P.). — Le protectionnisme américain préoccupe les hommes d'affaires et les dirigeants politiques européens. Ainsi, lors de son séjour à Washington, le chancelier d'Allemagne fédérale, Helmut Schmidt, a exprimé son inquiétude face aux procédures juridiques américaines en cours aux États-Unis. Celles-ci visent à augmenter les droits de douane sur un certain nombre de produits étrangers, notamment le matériel électronique du Japon ou l'acier d'Europe occidentale.

Une nouvelle devrait, provisoirement du moins, rassurer les producteurs du vieux continent. La firme U.S. Steel vient d'essuyer un échec dans ses poursuites. Elle demandait l'extension pure et simple aux importations d'acier européen d'un jugement frappant de droits compensateurs les achats de matériel électronique japonais. Le Tribunal fédéral des douanes a refusé d'assimiler les deux affaires.

La société Radio Zenith Corporation, a, on le sait, obtenu que le remboursement de taxes indirectes dont bénéficient les exportations japonaises de ce matériel, soit considéré comme une subvention et que les droits de douane soient majorés. Estimant que ce jugement — dans le mouvement fédéral — était un précédent, U.S. Steel demandait son extension automatique au remboursement de T.V.A. sur les ventes d'acier. Le Tribunal des douanes a fait savoir que les plaintes de la société sidérurgique seraient portées au rôle comme prévu pour la session judiciaire de fin d'année.

Le gouvernement américain s'est félicité de l'attitude du tribunal. Alors que le GATT stipule que le remboursement de taxes indirectes ne constitue pas une subvention, les autorités envisagent, si la justice leur donne tort en appel, de demander au Congrès une modification de la législation. En tout état de cause, les manœuvres juridiques sont loin d'être terminées.

● Tour de France cycliste. — La première partie de la treizième étape, disputée vendredi 15 juillet en circuit à Fribourg sur une distance de 48 kilomètres, a été remportée par le Belge Serruys devant son compatriote Van Linden et l'Allemand de l'Ouest Dietrich Thurau. Le classement général demeure inchangé. Thurau précède toujours Merckx de 51 secondes, Thévenet de 1 min. 23 sec., Kuiper de 1 min. 40 sec., Mastel de 2 min. 9 sec. et Van Impe de 2 min. 15 sec.

Le numéro du « Monde » daté du 15 juillet 1977 a été tiré 419 955 exemplaires.

A B C D E F G

Rue de l'Épée-de-Bois, à Paris

TROIS AVOCATS DU MRAP VISÉS PAR UN ATTENTAT

L'attentat commis le matin du jeudi 14 juillet contre les locaux du Mouvement contre le racisme et l'antisémitisme et pour la paix (MRAP) (le Monde du 15 juillet) est le huitième commis en un an contre cette organisation.

« Il y a en France, précise le MRAP, une minorité méprisable d'extrêmes qui coïncident la date du 14 juillet, qui signifie fraternité et liberté, pour commettre un attentat criminel. »

Au siège du MRAP, après l'attentat, les enquêteurs ont retrouvé des tracts ainsi libellés : « Peiper... un an ». C'est en effet dans la nuit du 13 au 14 juillet 1976 qu'a été incendiée la villa de l'ancien colonel SS Joachim Peiper, à Trèves, près de Vessoul (Haut-Saône) (le Monde des 15 et 16 juillet 1976), dans laquelle on a retrouvé un cadavre presque entièrement calciné, déclaré plus tard comme étant celui de Peiper (le Monde des 10 mars et 30 mai 1977).

La même inscription « Peiper... un an » a été découverte ce vendredi 15 juillet, vers 4 heures, dans les couloirs d'un immeuble situé au 12 rue de l'Épée-de-Bois, à Paris-5^e, où venait de se produire l'explosion d'une charge reliée à un obus piégé, de calibre 90 (l'obus lui-même n'a pas explosé).

L'attentat, qui n'a fait aucune victime, était dirigé contre le cabinet de trois avocats, M^{rs} René Blum, Roland Rappaport (membres du bureau national du MRAP) et Bernard Andreu, qui ont plusieurs fois plaidé pour le MRAP.

« Ces agressions et d'autres qui se multiplient demeurent impuissantes, affirme le MRAP. La responsabilité des pouvoirs publics est lourde, comme est grave pour la substitution de la violence au débat démocratique. »

M. Claude Popere, membre du bureau politique du parti communiste, a assuré les dirigeants du MRAP de la solidarité de son parti, demandant que le gouvernement « prenne toutes les mesures qui s'imposent pour le respect du jeu de la démocratie dans notre pays ». De son côté, la Ligue communiste révolutionnaire (trotskyste) souhaite que « la protection des militants, des locaux, soit effective et unitaire ».

Elle ne négligera « aucune démarche pour promouvoir, dans les faits, les mesures d'autodéfense élémentaires qui s'imposent ».

(Lire, page 15, le point de vue d'Albert Lévy : « Le racisme n'est plus ce qu'il était. »)

● Néogravure : pas d'accord syndical-département. — Une réunion s'est tenue, le 13 juillet, entre les représentants de la direction générale de la Néogravure et une délégation de la Fédération française des travailleurs du livre C.G.T., au sujet du « plan de restructuration » de l'entreprise (le Monde du 30 juin).

Selon la F.F.T.L., « aucun accord n'a pu intervenir », et « la direction entend entamer rapidement les démarches administratives pour obtenir des licenciements dans les secteurs des laboratoires des entreprises du groupe. Face à cette situation, qui vise à pour-suivre le démantèlement de la Néogravure, la F.F.T.L. C.G.T. appelle tous les travailleurs du groupe à rejeter les prétentions patronales ».

Breguet

CONSTRUIT DES MAISONS A LA QUEUE EN BRIE ET A PONTAULT-COMBAULT



"Acajou", 134 m², 5 pièces, à la Queue-en-Brie. Autres modèles de 93 à 278 m².

A 15 KM et à 18 KM de Paris par l'autoroute de l'est et la N. 4.

Les maisons individuelles du Domaine de l'Ormoie dominent un beau paysage de la Brie, à deux pas des magasins, des supermarchés et des équipements sportifs. Elles ont de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, des garages 1 et 2 voitures, de grands jardins. Accès depuis Paris par l'Auto-route A 4 (sortie Noisy-le-Grand) ou la N 4.

Possibilité prêt P.I.C. sur modèle "Oranger"

Les maisons du Domaine du Bois La Croix profitent d'un parc privé de 18 ha et de tennis. Elles ont de 93 à 155 m², 4 à 7 pièces, des garages 1 voiture, de grands jardins. Accès par l'Auto-route A 4 (sortie Val Maubée) ou la N. 4.



VISITE DES MAISONS MODÈLES, TOUS LES JOURS DE 10 H A 19 H.
DOMAINE DE L'ORMOIE 94510 LA QUEUE-EN-BRIE (TEL. 933.71.30)
DOMAINE DU BOIS LA CROIX 77340 PONTAULT-COMBAULT (TEL. 028.64.63)

27 12 1950

Le 2

Les entretiens Carter-Regan

Washington et Jérusalem

projet d'un traité...

Les atouts d'Israël

Washington (A.F.P.). — Le protectionnisme américain préoccupe les hommes d'affaires et les dirigeants politiques européens. Ainsi, lors de son séjour à Washington, le chancelier d'Allemagne fédérale, Helmut Schmidt, a exprimé son inquiétude face aux procédures juridiques américaines en cours aux États-Unis. Celles-ci visent à augmenter les droits de douane sur un certain nombre de produits étrangers, notamment le matériel électronique du Japon ou l'acier d'Europe occidentale.

L'ELYSEE ET LES

été seuil

Le numéro du « Monde » daté du 15 juillet 1977 a été tiré 419 955 exemplaires.

A B C D E F G